

Von der Leyen signe le Mercosur et se fait virer de Notre-Dame

La présidente de la Commission européenne a ulcéré le chef de l'Etat en signant l'accord Mercosur en catimini



La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. - David Tanecek/AP/SIPA

Extraits:

Virée de Notre-Dame. Ursula Von der Leyen n'assistera pas samedi à l'inauguration de la cathédrale restaurée. Pour la version officielle, la présidente de la Commission européenne a renoncé d'elle-même à assister à la cérémonie de réouverture. "La visite n'avait pas été confirmée. La présidente n'ira pas à Paris", faisait savoir la Commission vendredi en fin d'après-midi. Inacceptable. En réalité, Ursula Von der Leyen est désormais persona non grata à Paris. Son escapade sud-américaine pour signer l'accord Mercosur a ulcéré Emmanuel Macron qui martèle depuis 2017 son opposition à ce traité de libre-échange entre l'Europe d'un côté, le Brésil, l'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et le Venezuela de l'autre. "La Commission a achevé son travail de négociation avec le Mercosur, c'est sa responsabilité mais l'accord n'est ni signé ni ratifié, indiquait l'Elysée vendredi. Cet accord, dont le résultat final n'a pas été présenté aux Etats, reste inacceptable en l'état".

Autour d'Emmanuel Macron, on soupçonne ouvertement la présidente de la Commission d'avoir sciemment profité de la crise politique que traverse le pays pour tenter d'accélérer. (...)

Le rejet du Mercosur est l'un des seuls sujets consensuels du moment. La semaine dernière, les députés ont rejeté l'accord à une très large majorité de 484 voix. Le chef de l'Etat lui-même s'y oppose (depuis 2017) et cherche une minorité de blocage en Europe pour arrêter le projet. (...)

"Ce n'est pas la fin de l'histoire", jure-t-on à l'Elysée. La signature de l'accord par Ursula Von der Leyen n'est qu'une première étape. Un paraphe pour acter la fin des négociations entre l'UE et les pays du Mercosur. Désormais, c'est aux Etats de se pencher sur le contenu de l'accord et décider de le signer à leur tour ou non, avant, dernière étape, de le ratifier.

"Le texte est paraphé mais cette conclusion technique n'emporte aucun effet juridique et ne lie pas les états membres", explique un diplomate. Aux politiques désormais d'entrer en scène. Et à Emmanuel Macron de rendre la monnaie de sa pièce à Ursula Von der Leyen.

<https://www.lopinion.fr/politique/von-der-leyen-signe-le-mercotur-et-se-fait-virer-de-notre-dame>

Wall Street Journal, 7 décembre, article payant

EU, South American Bloc Strike Free-Trade Pact

Preliminary deal to lower tariffs amid protectionist headwinds still needs approval from EU member countries



The agreement with Brazil, Argentina, Paraguay and Uruguay will bring benefits for consumers and business on both sides, the EU said. PHOTO: AMANDA PEROBELLI/REUTERS

Extraits:

Bucking a trend of antipathy toward free-trade agreements, the European Union struck a preliminary deal with a group of South American countries to cut tariffs and other trade barriers.

The political deal between the EU and the four countries that founded the Mercosur customs union—Brazil, Argentina, Paraguay and Uruguay—would become the EU’s largest free-trade agreement if it is ratified. It comes amid pledges from President-elect [Donald Trump](#) to impose [new tariffs on trading partners](#) that could redefine global trading patterns. The deal would cut tariffs on goods traded across more than 30 countries that are home to over 700 million people on both sides of the Atlantic. It is expected to save EU companies an estimated 4 billion euros, equivalent to about \$4.24 billion, in export duties a year, officials said.

The EU exported about €56 billion worth of goods to the four South American countries included in the deal and imported close to €54 billion worth of goods from those countries in 2023.

“This is a win-win agreement, which will bring meaningful benefits to consumers and businesses, on both sides,” European Commission President Ursula von der Leyen said. (...)

The deal reached Friday doesn’t guarantee that the agreement will be accepted by EU member states. Farmers in France and Poland [have long opposed a deal](#) with the South American countries over concerns about opening up European markets to Brazilian agricultural exports.

A close aide to French President Emmanuel Macron said Friday the deal remained unacceptable in its current form. (...)

Some European business groups and political leaders applauded the deal. German Chancellor Olaf Scholz said it would lead to more growth and competitiveness.

The BDI Federation of German Industries said the agreement offers a chance to diversify Europe's access to critical raw materials and sends a message in support of free and rules-based trade.

Brazil's leftist President Luiz Inácio Lula da Silva, overseeing South America's largest economy, hailed Friday's accord as a milestone after negotiations "in which our countries have invested enormous political and diplomatic capital for almost three decades." (...)

https://www.wsj.com/economy/trade/eu-strikes-trade-deal-with-mercosur-f026db01?mod=economy_lead_pos4

Le Point, 7 décembre, libre accès

Mercosur : Ursula von der Leyen défie un Macron affaibli et passe en force

L'accord UE-Mercosur entre dans sa phase finale. Face à une France en crise, la Commission tente un passage en force. La bataille juridique et politique ne fait que commencer.



Ursula von der Leyen acte l'accord commercial entre l'Union européenne et l'Amérique du Sud. © Matilde Campodonico/AP/SIPA / SIPA / Matilde Campodonico/AP/SIPA

Extraits:

Ursula von der Leyen s'est envolée pour Montevideo une fois [le gouvernement Michel Barnier renversé](#), bien déterminée à conclure l'accord politique avec les pays du Mercosur malgré la très ferme opposition française. Et elle l'a fait ! « C'est le début d'une nouvelle histoire, lance-t-elle depuis la capitale de l'Uruguay. Cet accord est une victoire pour l'Europe. Trente mille entreprises européennes exportent déjà vers le Mercosur. Beaucoup d'autres suivront. » Les seules exportations vers le Brésil soutiennent 733 000 emplois européens.

La présidente de la Commission européenne estime que les dernières garanties obtenues, notamment sur l'action climatique, permettent de franchir le pas. Elle a notamment salué le courage du président Lula qui, au nom du Brésil, s'est engagé à cesser la déforestation de l'Amazonie à l'horizon 2030. Un lourd sacrifice pour le développement industriel du Brésil. Le texte intégral sera publié en début de semaine prochaine.

Naturellement, cet accord politique sur le Mercosur sonne comme un camouflet de plus pour Emmanuel Macron qui voit ses objections balayées par celle qu'il a portée, en 2017, sur le trône de l'Europe. Si durant le

premier mandat de von der Leyen, il pouvait compter sur sa loyauté, désormais Ursula von der Leyen est libérée et agit selon sa conception propre des intérêts de l'UE. Elle prend ses responsabilités pleines et entières. Et les risques qui vont avec. (...)

Mais le chemin vers la ratification s'annonce semé d'embûches. (...)

Paris n'est plus isolé dans son opposition. La Pologne de Donald Tusk s'est rangée dans le camp des contestataires, ainsi que l'Autriche et l'Irlande. Les Pays-Bas affichent leur prudence, leur Parlement étant « très critique sur le volet agricole ». Une minorité de blocage pourrait se constituer au Conseil si l'Italie monte à bord du train des opposants. Giorgia Meloni est restée muette (...).

L'accord inclut des garanties inédites. L'Accord de Paris devient une « clause essentielle », permettant une suspension unilatérale en cas de violation. Les produits liés à la déforestation seront bannis et les normes sanitaires européennes à l'entrée des produits sud-américains dans l'UE resteront non négociables. (...)

« Oui mais comment expliquer aux agriculteurs français à qui on impose des standards haut de gamme qu'ils vont entrer en concurrence avec les Sud-Américains ? s'interroge-t-on chez les Français. Il faut de la réciprocité, sinon c'est suicidaire. » (...)

Le contexte géopolitique pèse lourd. La récente visite de Xi Jinping à Brasilia illustre l'offensive chinoise en Amérique latine. Pour l'UE, l'accord représente une sécurisation stratégique d'accès aux matières premières critiques (lithium, cuivre) et aux protéines végétales. Le Brésil contrôle notamment 88,8 % du traitement mondial du Niobium, dont l'UE dépend à hauteur de 82 % pour ses approvisionnements. L'Argentine, quant à elle, assure 11 % du traitement mondial du Lithium, un minerai crucial pour la transition énergétique. Le Brésil est également un acteur clé pour d'autres matières premières stratégiques : 10,4 % de l'extraction mondiale de bauxite, 7,5 % du graphite naturel, et 15,9 % de l'extraction mondiale du tantale. (...)

Pour ces matériaux critiques, l'accord interdit notamment la mise en place de monopoles d'exportation et l'imposition d'exigences de prix minimum. Les taxes à l'exportation seront largement supprimées, avec des exceptions limitées pour le Brésil, qui devra toutefois accorder des conditions préférentielles aux acheteurs européens. Pour les industriels européens, cela signifie un accès plus stable et plus prévisible aux ressources stratégiques, avec des droits de douane réduits qui renforceront leur compétitivité.

Ursula von der Leyen joue gros. En passant en force sur le Mercosur, elle affirme son autorité mais prend le risque d'une crise politique majeure. La bataille de la ratification ne fait que commencer.

https://www.lepoint.fr/monde/mercosur-ursula-von-der-leyen-passe-l-accord-commercial-entre-l-union-europeenne-et-l-amerique-du-sud-06-12-2024-2577307_24.php

Süddeutsche Zeitung, Opinion, 7 décembre, article payant

Mercosur: Das Abkommen ist nicht perfekt, aber es bewirkt auch viel Gutes

Der Handelsvertrag zwischen der EU und den südamerikanischen Staaten wird viel kritisiert, oft auch zu Recht. Und trotzdem: Er ist für beide Seiten wichtig und richtig.



Frankreichs Landwirte erwarten nichts Gutes von Mercosur, doch sie könnten sich irren: Protestdemonstration in Aude am 30. November.

(Foto: IDRIS BIGOU-GILLES/AFP)

Extraits:

Nach rund einem Vierteljahrhundert zäher Verhandlungen sieht es so aus, als ob die EU und das südamerikanische Staatenbündnis Mercosur tatsächlich eine riesige neue Freihandelszone erschaffen werden.

Man kann das nun kritisieren, durchaus auch zu Recht. Zum Mercosur gehören Uruguay, Paraguay, Bolivien, Argentinien und Brasilien. Alle diese Länder haben gemein, dass sie nicht nur riesige Felder und endlose Weiden haben, sondern auch eine Landwirtschaft, die teils hoch technisiert ist und oft ebenso effizient: Monokulturen bis zum Horizont, satellitenüberwacht und bestellt von halb autonomen Maschinen.

Dass sich nun französische Rinderzüchter vor Fleisch aus [Südamerika](#) fürchten, ist zwar unbegründet: Zu gering bleiben die Einfuhrmengen. Die Sorgen der Umweltschützer aber sind berechtigt: Bauern in den Mercosur-Ländern werden profitieren, sicherlich auch auf Kosten der Natur, weil noch mehr Wald abgeholzt und noch mehr Pestizide versprüht werden könnten, allen gegenteiligen Beteuerungen zum Trotz.

Und dennoch: Das Handelsbündnis ist richtig. Denn Interesse an Produkten aus Südamerika gibt es auch anderswo. [China](#) ist in den vergangenen Jahrzehnten zum wichtigsten Handelspartner der meisten Mercosur-Staaten geworden. Peking will Soja, Eisen, Öl und Fleisch, und Umweltbedenken spielen da nur eine Nebenrolle – wenn überhaupt. Ganz anders die EU: Das neue Handelsabkommen ist zwar nicht perfekt, aber immerhin eine Möglichkeit, weiterhin Einfluss auszuüben auf diese Staaten.

<https://www.sueddeutsche.de/meinung/kommentar-mercotur-freihandel-eu-suedamerika-li.3161729>

Neue Zürcher Zeitung, 7 décembre, article payant

EU-Mercosur-Abkommen: Es entsteht eine der grössten Handelszonen der Welt - und ein Konflikt zwischen Frankreich und Deutschland

Der Vertrag mit vier lateinamerikanischen Staaten soll der kriselnden europäischen Wirtschaft Impulse geben. Doch der Widerstand in Europa ist gross. Zudem treibt der Vertrag einen Keil zwischen die wichtigsten EU-Länder.



Die Staatschefs der Mercosur-Mitgliedsstaaten und die EU-Kommissions-Präsidentin Ursula von der Leyen am Freitag in Montevideo.

Matilde Campodonico / AP

Extraits:

Die zweite Amtszeit von EU-Kommissions-Präsidentin Ursula von der Leyen hat erst vor einer Woche begonnen, und sie setzt bereits ein Signal, das nachhallen wird. In der uruguayischen Hauptstadt Montevideo hat sie mit den Mitgliedsstaaten der Wirtschaftsorganisation Mercosur eine Übereinkunft getroffen, welche die Unterzeichnung [eines Handelsabkommens vorsieht](#).

Es soll dazu beitragen, den Handel zwischen der EU und Brasilien, Argentinien, Uruguay und Paraguay zu fördern. Dafür werden unter anderem Zölle für europäische Industriegüter im Mercosur stark sinken oder gar ganz wegfallen, zum Beispiel bei Autos, bei denen sie bei 35 Prozent liegen. Auf der anderen Seite erhalten die lateinamerikanischen Staaten beispielsweise das Zugeständnis, höhere Kontingente von Landwirtschaftsgütern zollfrei in die EU exportieren zu dürfen. (...)

Emmanuel Macron hat auch in den vergangenen Tagen klar zum Ausdruck gebracht, dass ein Vertrag, wie er noch Anfang Dezember vorlag, für ihn nicht infrage komme. [Er sei für sein Land nicht akzeptierbar](#). Unterstützung erhielt er von Polen, die Regierung dort lehnt das Abkommen ebenfalls ab.

Erstaunlicherweise wagt es von der Leyen nun, die beiden bedeutenden Mitgliedsländer herauszufordern. Das zeigt, wie sehr sich die Kommission wegen der schlechten Verfassung von Europas Wirtschaft Sorgen macht. Die hohen Energiepreise, der Mangel an Fachkräften, die geringen privaten Investitionen und die riesigen Kosten des Ukraine-Krieges sind für Europas Unternehmen eine Belastung.

Von der Leyen und die Kommission hoffen, dass niedrigere Hürden beim Handel der Wirtschaft einen Impuls geben. Zudem wollen sie die lateinamerikanischen Märkte nicht China überlassen.

Aus dem gleichen Grund zählt Deutschlands Regierung unter Bundeskanzler Olaf Scholz zu den vehementesten Befürwortern eines Handelsvertrags. Kein EU-Staat exportierte 2023 so viele Güter in den Mercosur wie Deutschland (16 Milliarden Euro). (...)

Gleichzeitig treibt das Handelsabkommen erneut einen Keil zwischen Deutschland und Frankreich, die beiden wichtigsten Mitgliedsländer der EU. [Die Regierungen waren sich schon uneins, ob die EU chinesische E-Autos mit Ausgleichszöllen belegen soll.](#) Deutschland war dagegen, Macron dafür, und seine Position hat schliesslich obsiegt. Falls das Handelsabkommen in Kraft tritt, würde das die Spannungen in der EU verschärfen.

Ob es aber so weit kommt, ist ungewiss. Dem Abkommen müssen 15 der 27 EU-Mitgliedsländer zustimmen, und die Befürworter müssen 65 Prozent der Bevölkerung repräsentieren. Vonnöten ist auch das Einverständnis des EU-Parlaments. Es wäre eine Überraschung, wenn dieser Prozess 2025 bereits abgeschlossen würde. (...)

Die Mitgliedsländer des Mercosur zählen bisher nicht zu den wichtigen Handelspartnern der EU. Die Exporte dorthin betragen 2023 beispielsweise nur ein Zehntel der Ausfuhren, die in die USA gingen. Selbst die Schweiz ist der gewichtigere Handelspartner der EU als der Mercosur.

https://www.nzz.ch/wirtschaft/eu-mercotur-abkommen-abgeschlossen-es-entsteht-eine-der-groessten-freihandelszonen-der-welt-ld.1861219?mkteid=smch&mkteval=twpost_06-12-2024

IREF, 7 décembre, [libre accès](#)

Pendant que les autres pays innovent, l'Europe régleme

Extraits:

Dans un [article](#) paru sur le site anglais de l'IREF Europe, Samuele Murtinu dresse un constat préoccupant : l'Europe est à la traîne dans la course mondiale en [IA](#), paralysée par une bureaucratie excessive. Pendant que les États-Unis et la Chine investissent massivement, l'Europe s'embourbe dans des réglementations.

En 2024, l'Europe n'a capté que [6 %](#) des 35 milliards de dollars investis à échelle mondiale dans les startups spécialisées en IA. Sans infrastructures numériques de pointe, ni géants technologiques capables de rivaliser avec des entreprises comme [Google](#) ou [Huawei](#), les entreprises européennes dépendent des acteurs étrangers. En cloud computing par exemple, l'Europe est tellement en retard qu'elle ne peut héberger ses propres modèles d'IA avancés.

Les chiffres sont encore plus frappants lorsqu'on s'intéresse aux investissements de manière générale. En 2023, les pays européens ont investi 8,7 milliards d'euros dans l'IA, contre 62,5 milliards aux États-Unis. Alors que les Américains et les Chinois considèrent l'IA comme un levier économique et militaire essentiel, l'Europe gaspille ses ressources dans des réglementations complexes, comme l'AI Act, qui découragent les entrepreneurs.

Cette sur-réglementation ne freine pas seulement l'innovation. Elle met également l'Europe en position de faiblesse géopolitique. Les avancées dans le domaine de l'IA transforment l'équilibre des puissances mondiales : elle est utilisée dans la défense, l'exploration spatiale, la médecine... Les États-Unis, avec des entreprises comme [SpaceX](#), avancent à grands pas tandis que l'Europe reste spectatrice.

Murtinu souligne à juste titre que ce retard n'est pas seulement d'ordre financier ; il est aussi d'ordre structurel. Un environnement économique dans lequel des lois nationales et européennes se superposent complique la tâche des entrepreneurs. Ils passent plus de temps à anticiper les risques bureaucratiques qu'à innover, un cauchemar qui rappelle les lourdeurs du [planisme](#) soviétique. Si l'Europe souhaite rattraper son retard, elle devra abandonner son obsession réglementaire au profit d'une stratégie tournée vers l'investissement, la coopération et le soutien aux entrepreneurs. À défaut, elle continuera de regarder les autres pays façonner l'avenir.

The Economist, Guest Essay, 5 décembre, article payant

Economies of scale : How to turn European savings into investment, innovation and growth, by Christine Lagarde

A fragmented financial infrastructure means that Europe gets less bang for its euro



Extraits:

EUROPE IS NOT short of ideas, innovators or savings. Europeans save more of their income than Americans, and their share in global patent applications is close to that of the United States. But Europe often struggles to turn ideas into new technologies that can drive growth. One reason is that it is much less able than the United States to channel its significant savings into scaling up innovation.

In response, the EU has spent years trying to build a “capital markets union”. Since 2015, there have been more than 55 regulatory proposals and 50 non-legislative initiatives. But a broad agenda has led to little progress. Europe must refocus, exposing the key blockages in the financing pipeline and identifying a smaller number of solutions with the highest return. Three stand out today.

First, Europe’s savings are not entering capital markets in sufficient volume. Europeans hold one-third of their financial assets in cash and deposits, compared with one-tenth in America. If EU households were to align their ratio of deposits to financial assets with that of American households, a stock of up to €8trn (\$8.4trn) could be redirected into long-term, market-based investments.

A barrier to such diversification is the retail investment landscape in Europe. Many households face few suitable investment options and high fees. Retail investors in European mutual funds, for example, pay almost 60% more in fees than their American counterparts.

A standardised, EU-wide set of savings products—a “European savings standard”—is the best way to move forward. (...)

Second, when savings do reach capital markets, they are not expanding throughout Europe. That limits the ability to build up large pools of capital to finance transformative technologies. For example, more than 60% of households' equity investment takes place within their own country.

These national silos are sustained by an extraordinarily fragmented set of financial market infrastructures. The EU boasts 295 trading venues, 14 central counterparties and 32 central securities depositories (CSDs). In the United States, there are only two securities clearing houses and one CSD.

A patchwork of different corporate, tax and securities laws hinders consolidation, exacerbated by national authorities mandating the use of national CSDs for certain transactions. Europe's approach to overcome these barriers has been incremental harmonisation. But progress is much too slow. (...)

Third, once savings have been allocated by capital markets, they are not exiting towards innovative companies and sectors, owing to an underdeveloped ecosystem for venture capital (VC) in Europe. (...)

The EU should also fully harness the potential of the European Investment Bank to pool risks and crowd private capital into European VC. And it should explore how to support innovation not only through equity, but also through debt. Developing securitisation in Europe could allow banks to free up balance-sheet space and play a greater role in financing innovation.

Progress in these three areas will be self-reinforcing. More high-growth companies will mean higher valuations, greater liquidity in EU markets and higher returns for savers. But it will require a change of approach from taking a large number of small steps to a small number of large ones—and choosing those that are most feasible and that will make the biggest difference. ■

<https://www.economist.com/by-invitation/2024/12/04/how-to-turn-european-savings-into-investment-innovation-and-growth-by-christine-lagarde>

L'Express, 4 décembre, article payant

"Si la France refuse de s'engager dans des réformes sérieuses..." : le scénario choc d'un économiste irlandais

Idées. L'instabilité politique qui règne en France et l'incapacité à mettre en œuvre même des réformes d'ampleur modestes sur le plan des finances publiques sont des signaux très alarmants, assure le chercheur Eoin Drea. Qui n'exclut pas que tout cela débouche sur "une crise majeure au sein de la zone euro".

Extraits:

L'Express : Une dette astronomique, un déficit commercial qui se creuse... Le tout dans un contexte politique et budgétaire incertain. La France devient-elle l'homme malade de l'Europe?

Eoin Drea : La situation économique de votre pays est particulièrement intéressante. Comparée à l'Allemagne, la France s'est distinguée par des choix judicieux en matière d'énergie au cours des dernières décennies. Elle a développé un système nucléaire performant, ce qui lui a permis de maintenir des coûts énergétiques bas, un avantage crucial pour son industrie par rapport à l'Allemagne. Votre pays a également investi massivement dans ses infrastructures de transport, ce qui constitue un autre point fort en comparaison avec votre voisin allemand. Donc, à bien des égards, la France peut être perçue comme l'une des économies les plus solides d'Europe, car elle dispose de ces piliers sur lesquels elle peut vraiment s'appuyer. Vu de l'étranger, on a l'impression qu'Emmanuel Macron a réellement transformé l'image de son pays, à nouveau attractif pour les affaires et les investissements.

Mais cela ne suffit pas. En effet, la situation ne tourne vraiment pas rond au niveau des dépenses publiques et du déficit. Il suffit de regarder de près les propositions de Michel Barnier qui paraissent relativement modérées d'un point de vue économique. Son objectif, à savoir ramener le déficit à 3 % d'ici 2029, est loin d'être radical! Nous ne sommes pas devant un Premier ministre prêt à "prendre une hache" pour réduire drastiquement les dépenses publiques. Toutefois, si le RN de Marine Le Pen provoquait la chute du gouvernement français

comme annoncé ou si les marchés venaient à estimer qu'aucun plan réaliste n'existe pour réduire le déficit, cela pourrait déclencher une crise majeure au sein de la zone euro.

Dans quelle mesure une crise économique en France peut-elle avoir de lourdes répercussions sur l'ensemble de la zone euro?

Eh bien, la France, ce n'est pas la Grèce. On parle ici de la deuxième plus grande économie d'Europe! La crise grecque était très grave, mais elle pouvait être contenue simplement en raison de la taille de son économie. Et il y avait une volonté politique à Paris et à Berlin de maintenir la Grèce dans la zone euro. Une crise économique en France, en revanche, représenterait un défi majeur pour l'avenir de la zone euro. Si Michel Barnier échoue, les marchés financiers pourraient remettre en question la stabilité de la région. Actuellement, cette cohésion repose en grande partie sur la politique de la Banque centrale européenne (BCE), prête à intervenir en achetant des obligations françaises en cas de crise majeure. Cependant, le niveau d'endettement de la France est considérable, et un soutien financier prolongé de la Banque centrale européenne ne serait pas viable à long terme sans réformes politiques significatives perçues par les marchés. Le rôle de la BCE en tant que filet de sécurité ne peut être efficace qu'à court terme, à moins que les marchés ne perçoivent également des réformes substantielles en France. Sur ce point, cette dynamique rappelle la situation de la Grèce, où des réformes substantielles ont été nécessaires pour restaurer la confiance des investisseurs.

Étant donné votre connaissance de l'économie française, quelle feuille de route donneriez-vous pour réduire certaines dépenses et mettre en place des politiques adaptées?

La France devrait déjà s'abstenir d'augmenter encore les taux d'imposition, qui sont déjà parmi les plus élevés en Europe. (...)

Selon le Baromètre des décideurs (L'Express-Viavoix-HEC-BFM Business) publié le 26 novembre dernier, 53 % des Français privilégient les coupes budgétaires pour assainir les comptes publics plutôt que les hausses d'impôts. Comment convaincre les 47 % restants?

L'argument, particulièrement éclairant lorsqu'on compare la France à l'Allemagne, repose sur une différence cruciale : bien que l'Allemagne a ses propres défis, comme la nécessité de se détourner de la Chine et les questions énergétiques, son ratio dette/PIB, qui s'élève à environ 65 %, lui offre une réelle marge de manoeuvre. Ainsi, l'Allemagne, au cours des prochaines années, ne subira pas de pression financière significative de la part des marchés financiers. Elle peut investir par exemple 2 % de son PIB par an pendant les dix prochaines années pour réorienter son économie, moderniser ses infrastructures et ouvrir de nouveaux marchés d'exportation.

En revanche, des pays comme la France, l'Italie ou la Belgique, qui ont un niveau d'endettement bien plus élevé, se trouvent dans une situation beaucoup plus contraignante. Ils n'ont pas le même accès à des liquidités à faible coût pour investir dans la croissance, et leur dette plus importante les expose à des taux d'intérêt bien plus élevés lorsqu'ils doivent emprunter. Ce manque de flexibilité financière peut rapidement engendrer un cycle vicieux : une croissance anémique, un endettement croissant, et un pouvoir d'achat qui stagne ou même recule en comparaison avec des économies dynamiques comme celle des États-Unis.

D'après vous, la France, mais aussi l'ensemble de l'Europe devraient s'inspirer de la Grèce pour sa dette et appliquer les mêmes recettes... Pensez-vous vraiment que les Français soient prêts à accepter la cure d'austérité imposée aux Grecs au début des années 2010.

C'est une question qu'on se pose souvent à Bruxelles [*Rires*]. À mon avis, l'expérience grecque offre des enseignements précieux. Premièrement, les réformes de type "big bang" - rapides et brutales - ne sont ni politiquement ni socialement viables. La crise grecque l'a montré clairement, notamment dans ses premières années où le niveau d'austérité imposé était tout simplement insoutenable. (...)

La deuxième leçon, tout aussi importante, est que les réformes doivent être pensées sur le long terme. En Grèce, la transformation économique et structurelle s'étend désormais sur plus d'une décennie. (...)

Vous semblez plus inquiet pour la France que pour l'Allemagne qui elle aussi n'est pas en très grande forme...

Oui. Principalement parce que je pense qu'une grande partie des problèmes de l'Allemagne sont psychologiques. L'attachement des Allemands au frein à l'endettement est profondément ancré, notamment pour des raisons historiques, mais il est probable que ce paradigme évolue après les prochaines élections fédérales. Les pressions économiques et structurelles forceront les Allemands à investir davantage, car ils n'auront tout simplement pas d'autre option.

Si l'on compare les économies de la France et de l'Allemagne à travers, disons, dix grands secteurs ou autres aspects, la France obtiendrait de meilleurs résultats en matière d'énergie, d'ouverture aux affaires, de transports publics, de services publics, etc. Cependant, ces forces ne peuvent se maintenir à long terme sans une stabilité budgétaire solide. (...)

<https://www.lexpress.fr/idees-et-debats/si-la-france-refuse-de-sengager-dans-des-reformes-serieuses-le-scenario-choc-dun-economiste-RUUBFWT3OFEGFJNWKOCHJEKCM/>

Der Spiegel, 3 décembre, article payant

Frankreichs populistische Politik und finanzielles Risiko gefährden Europa

Frankreich schiebt 3,2 Billionen Euro an Schulden vor sich her. Gestiegene Zinsen und eine aus den Fugen geratene Politmaschinerie gefährden die finanzielle Stabilität. Und jetzt könnte noch die Regierung stürzen.



Frankreichs Premier Michel Barnier: Möglich, dass in Frankreich bis Weihnachten die Regierung per Misstrauensvotum aus dem Amt gestimmt wird. Foto: Julien de Rosa / AFP

Lisez l'article intégral ici : <https://kinzler.org/wp-content/uploads/2024/12/3-decembre.pdf>

<https://www.spiegel.de/wirtschaft/unternehmen/frankreich-gefahrliche-spirale-aus-schulden-und-steigenden-zinsen-droht-a-765babaf-e397-4446-8de3-bc72aa3fd9dc>

The Economist, 3 décembre, article payant

Europe in 2025: A fiscal squeeze in 2025 will harm Europe's growth

It will affect politics and the war in Ukraine, too

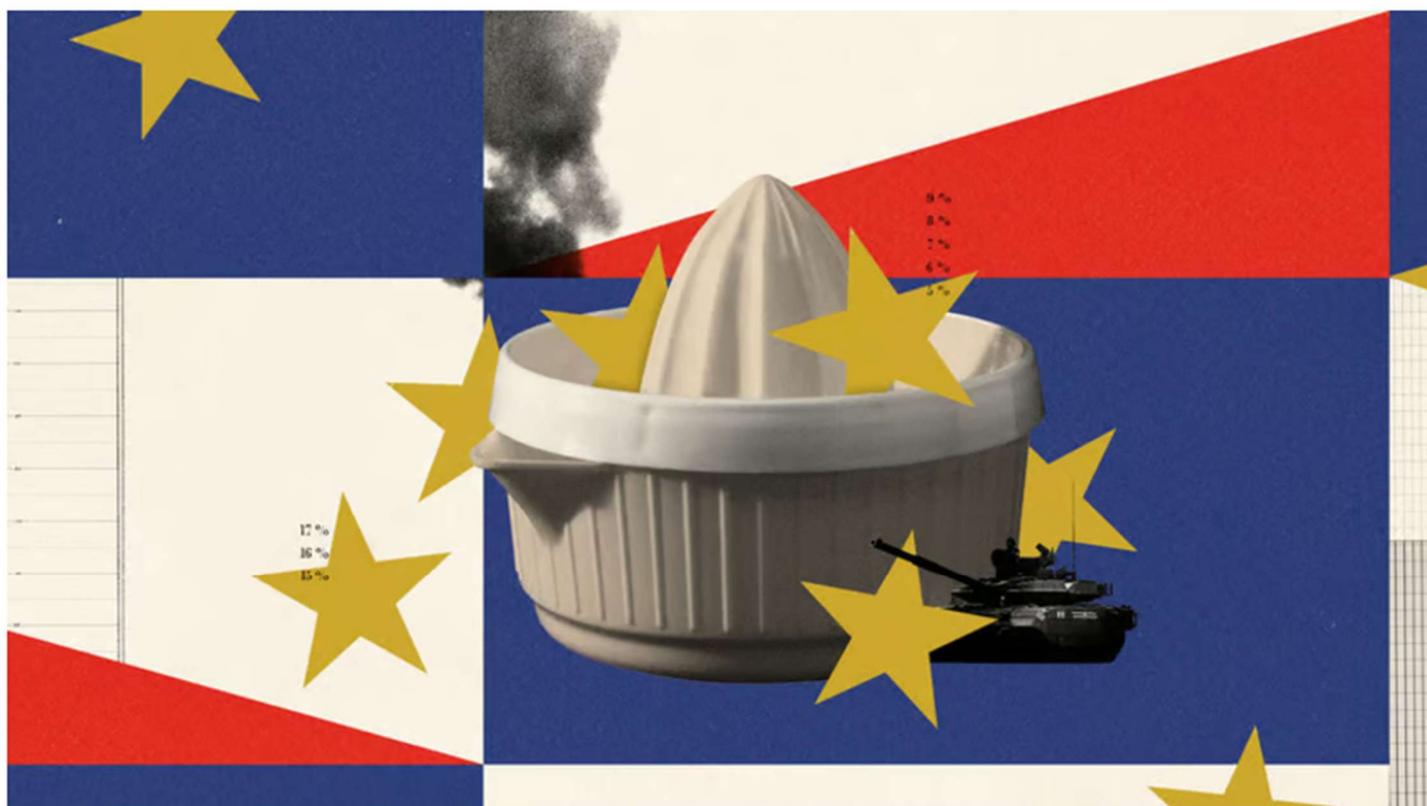


ILLUSTRATION: CRISTIANA COUCEIRO

Extrails:

The European Union does not seem to have a debt problem. At around 84% of GDP, its member countries' overall public-debt ratio is a lot lower than Britain's 104% or America's 123%, let alone Japan's 255%. Even if the roughly €1trn (\$1.1trn) of collective debt—such as the EU bonds funding the bloc's post-pandemic recovery fund—are included, the ratio does not exceed 90% of GDP. Yet the continent faces a fiscal squeeze in 2025 and beyond that will fuel divisions and cut European growth to almost zero, and may undermine its efforts to step up security spending and continue to support Ukraine.

Low growth is one factor behind the squeeze. Germany's economic growth is practically zero, and there is little prospect of improvement before its federal election in February 2025. France and Italy are still growing, but the OECD, a club of mostly rich countries, reckons both will grow by barely more than 1% in 2025. The downturn is not cyclical but reflects poor growth potential. That will lead to low tax-revenue growth, while spending demands pile up.

The threat of a trade war with America will add to pressures on growth, with the continent especially vulnerable to new trade frictions. (...)

Another factor is demography. Ageing European populations add to their states' bills not just via pension spending but also in the health and social-care sectors. An older population is also less productive and innovative, reducing growth further. (...)

Finally, there are the self-imposed rules that mandate cuts. The EU's fiscal rulebook, recently reformed, says countries with high deficits must devise plans to reduce them. Germany has its own constitutional "debt brake" that imposes cuts, even with reasonable deficits. Bruegel, a think-tank, reckons that France, Italy and Spain will have to reduce their deficits by about 0.5% of GDP per year to comply with the rules.

The effect of the fiscal squeeze in 2025 will be even slower growth than forecasters currently project. (...)

It will also make politics in Europe harder. Germany's election, after the collapse of its government, will be fought over the state of the economy and how Germany's elite have let the former paragon of economic strength fall from grace. The beneficiaries are likely to be those at the political extremes. In France and Spain, where governments are hanging on by a thread, the inevitable fiscal cuts will make them even less popular. (...)

The main victim may be Ukraine. The country's military strength and financial health depend on American and European support. For 2025 the G7 agreed on a scheme, still to be finalised, to use profits from frozen Russian state assets to fund about \$50bn of aid, in part because financing it from domestic resources proved increasingly difficult. Should that money run out, Europe will have to make even deeper cuts to fund Ukraine's security—and its own.

<https://www.economist.com/the-world-ahead/2024/11/20/a-fiscal-squeeze-in-2025-will->

Wall Street Journal, Editorial, 29 novembre, article payant

The Election Campaign Europe Needs

Germans may finally get a chance to vote for economic growth.



Extraits:

Germany is Europe's largest economy and a bulwark for the euro currency, and what happens there matters for the U.S. So it's a relief to see the country finally may get what it, and Europe, desperately need: an election campaign in which economic growth is on the ballot. (...)

The root of the trouble is a two-decade-plus forced march toward net-zero climate policies that have jacked up energy prices. Mr. Scholz's administration tried to accelerate this transition, which accelerated the economic damage. A constitutional-court ruling last year forced Berlin to fund green subsidies on the balance sheet (subject to the balanced-budget amendment) rather than via off-balance-sheet borrowing. Berlin now knows it can't afford to pay businesses and households to paper over net zero's costs.

Now voters will get a say. (...)

The FDP stands no chance of winning a plurality in the election, but the center-right Christian Democrats (the CDU and Bavarian sister CSU) do, and they're going big for economic growth. Party leader and likely next Chancellor Friedrich Merz this month delivered a speech in the Bundestag calling for "fundamentally different" policies that "above all focus on more investment and more jobs."

Mr. Merz is calling for welfare reforms to boost work and tax cuts on individuals and companies. The CDU's platform proposes a shift to technology-neutral climate policies, which would end favoritism for wind, solar and battery-electric vehicles at the expense of other options such as hydrogen power. He has to offer some climate policies for an electorate still conditioned to view net zero as an article of faith, but this at least steers those policies toward market principles. (...)

The political left's answer is to talk about the economy as little as possible. (...)

Mr. Lindner's FDP may be the savviest party about business investment and economic growth, but it's also tarred by its association with the SPD and Greens. He's campaigning now on fiscal rectitude by promising to check Mr. Merz's possible ambition to weaken the balanced-budget amendment. Fiscal discipline sells in Germany, and for once in Europe the party campaigning to balance the budget believes economic growth rather than heavier taxation is indispensable to that cause. (...)

Events could change the election debate. But for now German voters can enjoy the minor miracle of a European election in which economic growth is one of the options.

https://www.wsj.com/opinion/germany-election-olaf-scholz-christian-lindner-friedrich-merz-economic-growth-1b37170c?mod=opinion_lead_pos4

Contrepoints, 29 novembre, libre accès

L'aveuglement de l'UE face à la montée de la pétrochimie en Asie : L'UE fait face à une série de revers dans sa quête de maintien de sa compétitivité industrielle dans le secteur des plastiques, devenu moins populaire

L'UE fait face à une série de revers dans sa quête de maintien de sa compétitivité industrielle dans le secteur des plastiques, devenu moins populaire. Alors que l'industrie européenne du plastique décline, d'autres régions renforcent leur domination grâce à des partenariats stratégiques et des politiques favorisant l'expansion industrielle.



Extraits:

En 2023, la production de plastique dans l'UE a chuté de 8,3 %, en raison de la fermeture d'usines, conséquence de la difficulté à rivaliser avec les matières premières bon marché. La part de l'UE dans le marché mondial du plastique est passée de 28 % en 2006 à 12 % l'année dernière, illustrant le déclin inquiétant du continent.

Pendant ce temps, la Chine investit massivement dans la pétrochimie en partenariat avec l'Arabie saoudite. La construction du complexe intégré au Fujian, avec une capacité de raffinage de 16 millions de tonnes par an et des unités de production d'éthylène et de paraxylène [vient de débiter](#) ; cette construction illustre cette expansion rapide visant à répondre à la demande mondiale croissante. Ce partenariat entre les géants pétroliers chinois et Saudi Aramco, la plus grande entreprise pétrolière au monde, n'est pas anodin ; il est le fruit d'une vision claire et d'une stratégie à long terme visant à répondre à la demande mondiale croissante en produits pétrochimiques. (...)

L'UE s'est engagée dans une forme de « masochisme énergétique ». Les ambitions climatiques semblent déconnectées des réalités du marché, comme on vient de le voir avec le G20 qui n'a rien conclu sur le sujet, et des besoins industriels. Les réglementations restrictives exacerbent la situation. Des entreprises comme ExxonMobil et SABIC ont annoncé la fermeture d'usines dans l'UE. D'autres, comme LyondellBasell et Trinseo, envisagent de suivre, le [Financial Time rapporte](#) que selon Rob Ingram d'INEOS qui dénonce l'environnement bureaucratique comme une « blessure auto-infligée ». La production est déjà délocalisée vers des régions aux contrôles environnementaux moins stricts. (...)

Sans investissements, la demande de plastiques subsiste dans l'UE, mais les capacités de production sont délocalisées, ce qui va à l'encontre des efforts déployés pour rétablir la compétitivité. L'Union européenne doit se réveiller de « l'illusion verte » selon laquelle les objectifs climatiques priment sur toute autre considération économique. En effet, la demande en plastique ne disparaîtra pas tant les plastiques sont indispensables dans la vie quotidienne, la santé, l'industrie et la construction. L'industrie du plastique est essentielle et mérite de ne plus être vilipendée pour qu'elle puisse rester compétitive.

L'argument des déchets plastiques est fallacieux. Ce ne sont pas les Européens qui jettent leurs plastiques dans la mer, et présenter les microparticules comme un danger n'est qu'une astuce de ceux qui envisagent de nous forcer à la décroissance. D'ailleurs, le recyclage du plastique est une forte réalité dans l'UE, au point que nos industries de recyclage des plastiques exportent leur savoir-faire et leurs machines partout dans le monde. Grâce à l'impulsion de l'industrie du recyclage plastique européenne, cette année, trois foires du recyclage plastique ont été ou seront organisées en Asie à Dubai, [Singapour](#) et Mumbai.

L'UE doit reconsidérer sa position. Les politiques doivent encourager l'innovation et faciliter l'investissement dans le secteur pétrochimique européen, tout en maintenant des normes de recyclage élevées.

Les exemples asiatiques montrent que croissance économique et protection de l'environnement ne sont pas antinomiques lorsqu'une stratégie équilibrée est mise en place. L'UE doit adopter une approche réaliste et dynamique, s'inspirer des succès observés ailleurs, pour concilier développement économique et responsabilité environnementale, et ainsi repositionner son industrie plastique.

<https://www.contrepoints.org/2024/11/27/479808-laveuglem>

New York Times, 23 novembre, article payant

As Threat of Trump Tariffs Looms, Europe's Leaders Seek Greater Unity

At a conference in Paris, corporate chiefs, finance ministers and top politicians called for a "Europe First" policy to counter Donald Trump's protectionist agenda.



Patrick Martin, president of Medef, France's largest business trade group, at an international conference in Paris on Thursday. Mohammed Badra/EPA, via Shutterstock

Extraits :

For months, European business leaders have watched as Donald J. Trump paved a path back to the White House by doubling down on an “America First” economic policy, putting protectionism and business-friendly tax and regulatory pledges high on the agenda.

With the U.S. presidential inauguration less than two months away, they are now furiously lobbying policymakers in Brussels with an appeal of their own: Put Europe First.

Nothing has galvanized the European business community quite as urgently as the prospect of a second Trump presidency, this time with Mr. Trump wielding bolder promises to disrupt the global economic order in ways that threaten to leave Europe lagging even further behind.

At a business conference in Paris this week, hundreds of corporate chiefs and lobby groups from France, Germany and Italy gathered to discuss just that. They described Mr. Trump’s election as a “wake-up call” for Europe to get its house in order — or face a painful economic fallout.

Part of their strategy is to increase investment across the European Union in areas like defense, technology and green energy, as well as to loosen regulation and link the trade bloc with common debt and a single capital market. (...)

“We need a European awakening,” Prime Minister Michel Barnier of France said on Friday before a galvanized crowd. “We have been fairly naïve,” he added. “Today, we need to start saying, ‘Europe First.’”

If there’s an upside for Europe from Trump’s resurgence, executives said, it is that his presidency could push the European Union to strengthen its competitiveness by creating a single market for capital, a shift its members have never managed to agree on.

Officials and executives at the conference rallied around a report by [Mario Draghi](#), a former president of the European Central Bank, that urged Europe to increase public investment by nearly \$900 billion a year in sectors like technology and defense.

Italy’s foreign minister, Antonio Tajani, said several of his European counterparts had recently agreed that now was the time to move ahead with the idea of issuing new European Union bonds to finance such spending, which Mr. Draghi said was crucial to give Europe a newfound edge for innovation in a variety of critical industries, including artificial intelligence. (...)

Those high energy costs have kept European companies at a competitive disadvantage with the United States, where energy is one-half to one-third the cost and promises to fall further as Mr. Trump pledges to allow for more oil drilling and explores an expansion of nuclear power.

Executives at the conference also pointed to regulations under the so-called European Green Deal, which aims to make Europe mostly carbon neutral by 2035, in part by requiring companies to incorporate expensive renewable energy sources. That has made it harder for European companies to compete with manufacturers from Asia and India, which are still using cheaper fossil fuels.

Higher energy costs have put Italy’s ceramics industry at risk of collapse, said Emanuele Orsini, the president of Cofindustria, Italy’s main business trade organization. Makers of Italian tiles for roofing, flooring and a range of other products, from bricks to exquisite ceramic vases, have lost ground to foreign competitors and will not recover unless Europe eases regulation, he said.

Since 2019, the European Union had passed 13,000 new regulations for businesses in Europe, compared with 3,000 in the United States, according to the Draghi report. (...)

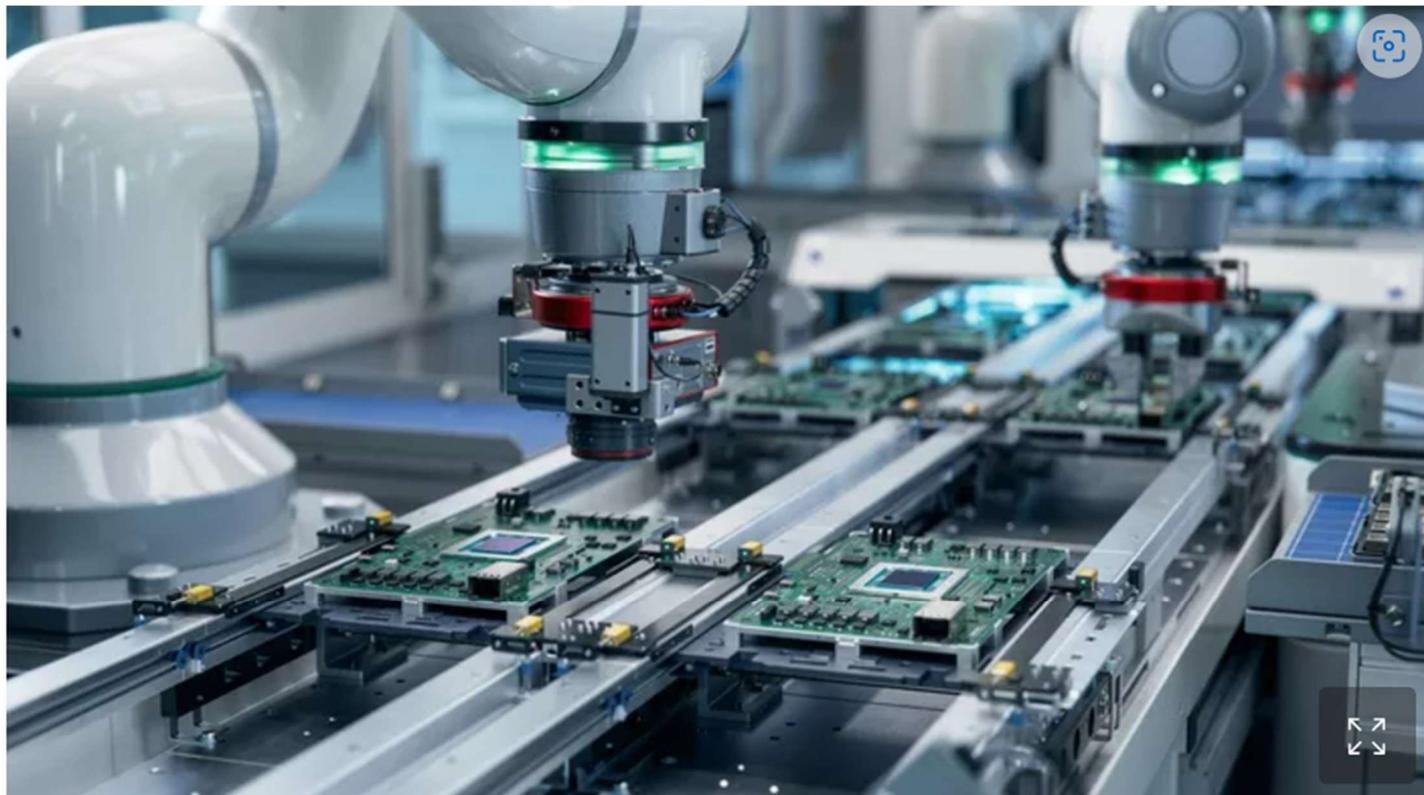
Overall, Europe is bracing for “stronger protectionist measures and more unpredictability,” said the French economy minister, Antoine Armand. That means that Europe must act faster and more efficiently to safeguard its interests.

“We need to change the pace at which we act or industries will disappear,” he said.

<https://www.nytimes.com/2024/11/23/business/trump-european-union-tariffs-trade.html>

«On a vécu un séisme sur le business»: la recomposition du marché mondial des puces met l'Europe KO

ENQUÊTE - Les acteurs du Vieux Continent sont exposés au ralentissement des secteurs automobile et industriel, et peinent encore à bénéficier du boom des composants pour l'IA et les data centers. Le nouveau contexte géopolitique pourrait aggraver les choses.



L'Europe a revu ses ambitions à la baisse quant à la place du continent dans le marché mondial des semi-conducteurs. *IM Imagery / stock.adobe.com*

Extraits :

C'est une petite phrase, passée inaperçue ou presque, mais lourde de sens. À Munich la semaine dernière, lors du salon phare [des semi-conducteurs](#), l'Electronica, un cadre de Bruxelles était invité à livrer son analyse sur la dynamique actuelle et les ambitions du [Chips Act européen](#). Adopté à l'hiver 2023, ce plan visait à mobiliser pas moins de 100 milliards d'euros d'investissements publics et privés sur le Vieux Continent, afin de doubler sa part de marché dans [les ventes mondiales de puces](#) en 2030 pour atteindre autour de 20 %. Sur l'estrade, le dirigeant a confirmé tout haut ce que tous les acteurs pensent maintenant depuis plusieurs mois : l'Europe ne sera pas au rendez-vous de cette ambition. « *L'objectif est désormais de passer de 8 % à 11 % d'ici la fin de la décennie* », rapporte un participant à la table ronde.

De promesses, il était aussi question à l'été 2023, lorsque l'ex-locataire de Bercy, Bruno Le Maire, se félicitait de l'annonce d'un partenariat à Crolles, à côté de Grenoble, entre le franco-italien STMicroelectronics et l'américain GlobalFoundries. Le projet d'extension d'usine à 7,5 milliards d'euros, destiné à produire jusqu'à 620.000 plaques de semi-conducteurs par an à horizon 2028, et financé à hauteur de 2,9 milliards d'euros par l'État, constituait « *le plus grand investissement industriel des dernières décennies hors nucléaire* ». Il devait apporter 1000 emplois à l'économie française. Dix-huit mois plus tard, [GlobalFoundries](#) ne répond plus. « *Ils n'ont jamais donné de nouvelles, et le sentiment de certains est qu'ils n'en donneront plus* », se désole un syndicaliste chez STMicroelectronics. « *Le rythme de notre extension à Crolles sera aligné sur la demande des clients et les conditions du marché* », insiste l'entreprise américaine auprès du *Figaro*, qui se défend d'avoir abandonné le projet et explique pouvoir enclencher la pompe au moment opportun.

Il faut dire que GlobalFoundries, comme STMicroelectronics, ont connu des jours meilleurs. « *On a vécu un séisme sur le business* », résumait mercredi Jean-Marc Chery, le PDG de STMicroelectronics, à l'occasion d'une journée investisseurs organisée à Paris. Sur les neuf premiers mois de l'année, les revenus du groupe franco-italien se sont effondrés de 23,5 %. Le résultat net, lui, a été divisé par deux dans le sillage du recul de la marge opérationnelle. « *Nous sommes en sur-capacité depuis plusieurs mois maintenant sur certaines usines françaises. On entend des rumeurs persistantes sur du chômage partiel dans l'une d'entre elles, à Tours* », explique Sandy Bel, déléguée syndicale centrale CGT chez STMicroelectronics.

Une potion amère que goûtent nombre de ses pairs dans l'industrie. Le groupe allemand Infineon, qui a vu son chiffre d'affaires reculer de 8,25 % sur un an, a annoncé en août la suppression de 1400 emplois. Aux États-Unis, Onsemi a confirmé le départ prochain de 1000 employés, tout comme son compatriote Wolfspeed, qui a annoncé au début du mois sa volonté de se délester de 20 % de ses effectifs et vient de limoger son PDG. Le géant Samsung, lui, veut couper autour de 10 % de ses 140.000 emplois. La palme de la plus grosse saignée sociale revient au géant Intel, qui a annoncé en août vouloir se séparer de 15.000 salariés dans les mois à venir. (...)

Selon les données du cabinet Yole Group, basé à Grenoble, le secteur des semi-conducteurs devrait pourtant connaître une croissance à deux chiffres entre 2023 et 2024 en valeur. Mais comme le rappelle Emilie Jolivet, l'une des expertes de Yole Group, « *il s'agit d'un marché à deux teintes : la météo est très belle sur les composants à destination des data centers quand les composants pour l'industrie et l'automobile sont à la peine* ». (...)

Depuis six mois, au-delà des coupes annoncées dans les effectifs, les reports de projets d'usines ou les plans d'économies se multiplient. Là encore, l'Europe paye un lourd tribut à cette cure de minceur. Outre le faux départ de l'extension de GlobalFoundries à Crolles, le géant Intel a suspendu sine die son mégaprojet d'usine à l'état de l'art technologique à 30 milliards d'euros à Magdebourg en Allemagne et une autre implantation en Pologne. (...)

L'américain Wolfspeed, a lui abandonné un projet d'usine outre-Rhin à Endorf. Seul le leader mondial TSMC a maintenu son projet d'usine à Dresde. Si le nom est ronflant, il n'en demeure pas moins un cache-misère pour l'Europe. Si l'autosuffisance de l'Europe pour servir ses marchés automobile et industriel n'est pas remise en question, la création d'une infrastructure européenne depuis la conception jusqu'à la production des puces dédiées à l'IA, au data center ou à la défense, s'éloigne.

Reste à savoir comment réagirait Bruxelles à une possible déferlante de composants chinois sur le sol européen. Dans le domaine des batteries électriques comme dans celui des panneaux photovoltaïques, l'industrie du Vieux Continent a payé pour apprendre. Le bras de la Commission européenne semble moins trembler désormais lorsqu'il s'agit de lancer des enquêtes antidumping. Pour l'expert de l'Institut Montaigne, le nouvel exécutif européen n'a pas de temps à perdre : face à la nouvelle tectonique des plaques sur le marché des semi-conducteurs, plus que des mesures de protection, c'est bien un nouveau Chips Act européen qui sera nécessaire.

<https://www.lefigaro.fr/secteur/high-tech/on-a-vecu-un-seisme-sur-le-business-la-recomposition-du-marche-mondial-des-puces-met-l-europe-ko-20241122>

Neue Zürcher Zeitung, 23 novembre, article payant

«Der Euro ist die Lira von heute»: Die Einheitswährung ist auf Talfahrt gegenüber Franken und Dollar

Der Euro zeigt sich deutlich schwächer gegenüber Franken und Dollar. Wie sich der Rückgang der europäischen Gemeinschaftswährung erklärt – und was dies für Sparer und Anleger bedeutet.



Sean Gallup / Getty

Der Euro hat sich zu Franken und Dollar jüngst deutlich abgeschwächt.

Extrahits :

Der Euro ist zum Franken und zum Dollar auf Tiefstände gefallen. Am Freitag kostete ein Euro zeitweise nur noch 0.9206 Franken. Das ist so wenig wie letztmals nach der Aufhebung der Mindestgrenze von 1.20 Franken zum Euro durch die Schweizerische Nationalbank (SNB) am 15. Januar 2015. Damals war die europäische Gemeinschaftswährung zum Franken kurzzeitig bis auf den Stand von 0.8517 Franken gesunken.

Auch zum Dollar zeigt der Euro einen beachtlichen Abwärtstrend. Am Freitag kostete ein Euro zeitweise nur noch 1.0335 Dollar. Anfang dieses Jahres waren es noch rund 1.10 Dollar. Was sind die Gründe für den schwachen Euro?

1. Wachstumssorgen in der Euro-Zone (...)

Einmal mehr verstärkte dies die Sorgen über das Wirtschaftswachstum in der Euro-Zone. «Die unterschiedliche wirtschaftliche Entwicklung in den USA und Europa steht hinter der Euro-Schwäche», sagt Thomas Stucki, Anlagechef der St. Galler Kantonalbank (SGKB).

2. Die Schwäche Deutschlands

Auch ist Deutschland als grösstes Land der Euro-Zone wirtschaftlich in letzter Zeit kaum vom Fleck gekommen. Wie am Freitag bekannt wurde, ist die deutsche Wirtschaft im dritten Quartal mit gerade einmal 0,1 Prozent gewachsen. Im zweiten Quartal war das deutsche Bruttoinlandprodukt (BIP) sogar um 0,3 Prozent zurückgegangen. Zudem hat das Land nach dem Ende der Ampelkoalition derzeit keine handlungsfähige Regierung. (...)

Aus Sicht von Adamovich ist es eine Frage der Zeit, bis in Deutschland die Schuldenbremse fällt. Dass das Land dann voraussichtlich auch immer mehr bei Schuldenwirtschaft und «organisierter Verantwortungslosigkeit» mitmache, werde an den Finanzmärkten nicht gut aufgenommen. (...)

«Ein Teil der Misere Deutschlands kommt aus dem seit Jahren schwächer werdenden Euro», sagt Adamovich. Wenn die Währung eines Landes langfristig weich sei, müssten sich die Unternehmen weniger anstrengen und gewöhnten sich daran. International gesehen würden sie so aber auf Dauer schleichend weniger wettbewerbsfähig.

3. Frankreich als weiteres Sorgenkind

Ein weiteres Sorgenkind der Euro-Zone ist indessen Frankreich. Dies zeigen die am Freitag publizierten Daten zur Unternehmensstimmung, die in Frankreich noch stärker als in Deutschland zurückgegangen sind. Die französischen Unternehmen berichteten von einer breiten Nachfrageschwäche, die speziell von der Bau- und der Autoindustrie ausgehe, kommentiert Daniel Hartmann, Chefökonom des Vermögensverwalters Bantleon.

Als weiterer Negativfaktor kommt die Regierungskrise in Frankreich hinzu. Auch die hohe französische Staatsverschuldung gilt als wichtiger Faktor für die Schwäche des Euro.

4. Zinsen im Dollar sind attraktiver als im Euro

Des Weiteren spielt die Geldpolitik dabei eine Rolle. Die Zinsen insbesondere im Dollar sind attraktiver als im Euro. (...)

5. Sorgen über Lage in der Ukraine

Auch die Angst vor einer Eskalation im Ukraine-Krieg hat in letzter Zeit auf den Kurs des Euro zu Franken und Dollar gedrückt. Dies sei beispielsweise am Donnerstag zu beobachten gewesen, als Russland eine neue Mittelstreckenrakete eingesetzt habe, sagt Stucki. Der Krieg spiele sich schliesslich vor der Haustüre der Euro-Zone ab. (...)

6. Konstruktionsfehler des Euro

Natürlich dürften bei der Euro-Schwäche im Hintergrund auch immer die Konstruktionsfehler der europäischen Gemeinschaftswährung eine Rolle spielen. Problematisch sei, dass die Euro-Zone kein optimaler Währungsraum sei, sagt Adamovich. «Der Euro ist eine Weichwährung, er ist gewissermassen die Lira von heute.» (...)

«Als Schweizer Anleger sollte man mit Investitionen in der Euro-Zone vorsichtig sein», sagt Stucki. Schliesslich sei mittel- bis langfristig damit zu rechnen, dass der Franken zum Euro weiter aufwerte. Davon geht Adamovich ebenfalls aus. Dies liege nicht zuletzt daran, dass in der Euro-Zone niemand mehr ein Interesse an einer starken Währung habe – auch Deutschland nicht. «Die deutsche Industrie ist mittlerweile an eine weiche Währung gewöhnt», sagt er.

<https://www.nzz.ch/finanzen/der-euro-ist-die-lira-von-heute-die-einheitswaehrung-ist-auf-talfahrt-zu-franken-und-dollar-ld.1858773>

Le Figaro, 21 novembre, article payant

Agnès Verdier-Molinié: «Le massacre à la tronçonneuse de l'industrie automobile européenne»

TRIBUNE - Comme sur le nucléaire, si l'Union européenne ne bouge pas maintenant et ne renonce pas à ses normes destructrices pour l'industrie automobile européenne, elle pleurera demain sur son aveuglement d'aujourd'hui, estime la directrice de l'iFrap.

Dernier livre paru d'Agnès Verdier-Molinié : « Où va notre argent ? » (L'Observatoire, 2023).

Extraits :

C'est un massacre à la tronçonneuse. Un massacre prémédité. [Avec le consentement de nos gouvernements et des autorités européennes](#). Une folie, déconnectée des réalités et de la vie réelle des Français. Le sabotage de notre industrie automobile. [L'arrivée du président Trump à la tête des États-Unis](#) avec son projet de taxer de 10 % supplémentaires l'importation des voitures européennes doit nous réveiller et nous faire changer les règles adoptées aussi bien au niveau européen qu'au niveau national. Les ventes de véhicules neufs ont chuté de 11 % depuis octobre 2023 et de 18 % pour les véhicules électriques. Plus personne ne sait quelle voiture acheter. On a réussi à bloquer le marché.

Nous avons en Europe la meilleure industrie automobile dans le monde avec les meilleurs moteurs. Nous devrions en être fiers. Mais, au lieu d'encourager les constructeurs, par la réglementation européenne, à innover pour concevoir des moteurs, de tous types, avec des émissions de CO₂ proches de zéro, le couperet de l'électrique est tombé... avec cette date de 2035, [qui interdit en Europe la vente de véhicules thermiques neufs](#). La Commission européenne joue clairement les pompiers pyromanes : elle impose une date de vente de 100 % de véhicules électriques en Europe pour laquelle ni nos constructeurs européens, ni nos infrastructures électriques, ni nos consommateurs ne sont prêts. Alors que les constructeurs chinois, eux, sont prêts à envahir le marché.

Pourquoi adopter en Europe une règle beaucoup plus contraignante que la règle américaine ? En effet, aux États-Unis, il n'existe pas de réglementation fédérale interdisant directement la vente de véhicules thermiques à essence ou diesel. La réglementation américaine vise à rendre les véhicules électriques majoritaires parmi les nouvelles ventes, avec un objectif de 56 % de voitures électriques d'ici 2032.

Pourquoi adopter en Europe une règle beaucoup plus contraignante que la règle chinoise ? En Chine, le gouvernement a fixé 2035 comme date cible pour que 100 % des ventes de nouvelles voitures soient des « véhicules à nouvelle énergie », ce qui ne comprend pas uniquement des véhicules électriques, comme en Europe, mais aussi les hybrides rechargeables avec carburant fossile et les véhicules à hydrogène, qui ont des moteurs thermiques. Là encore, la règle est beaucoup plus flexible que les objectifs européens. Les prévisions de Goldman Sachs pour 2035 évaluent à un peu plus de 50 % la part des véhicules électriques sur le marché chinois alors que l'Europe serait déjà à 100 %...

Problème, cet objectif de 100 % se fera avec des véhicules... chinois. (...)

Forcément, nos constructeurs français et européens sont très inquiets. (...) La Commission européenne veut appliquer dès 2025 de nouvelles sanctions plus sévères sur les émissions de CO₂/km (81 g contre 95 g auparavant). Ce qui implique de vendre plus de voitures électriques sauf à subir des amendes qui représenteraient entre 5 et 15 milliards d'euros pour les constructeurs européens. Pour ne pas payer ces amendes, nos constructeurs hexagonaux risquent de se saborder et de renoncer à la production de 2,5 millions de véhicules.

Le ministre de l'Économie, [Antoine Armand](#), demande actuellement à Bruxelles de lâcher du lest sur le « pacte vert » européen et de ne pas appliquer les amendes. Enfin ! Mais pourquoi nos gouvernements et nos administrations ne se sont pas réveillés avant ? (...)

Arrêtons de massacrer notre filière automobile, supprimons ces amendes injustes et autres malus et reportons sine die cette date de 2035, qui décourage les acheteurs ! Si on fait cela, le marché va repartir et nos sites industriels ne seront plus menacés. Ne faisons pas à notre filière auto ce que l'on a fait au nucléaire en fermant des centrales qui auraient dû rester ouvertes, et tout cela pour d'obscures raisons. Comme sur le nucléaire, si nous ne bougeons pas maintenant, nous pleurerons demain sur notre aveuglement d'aujourd'hui. Les règles adoptées peuvent se défaire. Notre économie et notre souveraineté industrielles sont en jeu.

<https://www.lefigaro.fr/vox/societe/agnes-verdier-molinie-le-massacre-a-la-tronconneuse-de-l-industrie-automobile-europeenne-20241120>

De l'Italie à la Pologne, les agriculteurs européens opposés à un accord UE-Mercosur

Plusieurs grands pays producteurs européens dénoncent le projet d'accord de libre-échange entre l'UE et les pays latino-américains du Mercosur. Pour l'Association des agriculteurs allemands (DBV) «il est urgent de renégocier» cet accord.

<https://www.lefigaro.fr/international/de-l-italie-a-la-pologne-les-agriculteurs-europeens-opposes-a-un-accord-ue-mercotur-20241118>

 *Le Monde, 13 novembre, article payant*

Tribune collective : L'appel de plus de 600 parlementaires français à Ursula von der Leyen : « Les conditions pour l'adoption d'un accord avec le Mercosur ne sont pas réunies »

L'accord actuel ne respecte pas les critères démocratiques, économiques, environnementaux et sociaux fixés par l'Assemblée nationale et le Sénat, estiment 622 élus d'horizons politiques divers, dans une tribune au « Monde », rédigée à l'initiative du sénateur (Les Ecologistes) Yannick Jadot.

Extraits :

(...) Cet accord de libre-échange, qui prévoit l'ouverture de quotas additionnels, sans droits de douane ou à taux réduit, de bœuf, de volaille, de maïs, de sucre et d'éthanol, se ferait fatalement au détriment des producteurs et des éleveurs européens, sur fond de distorsions de concurrence et de « *naïveté coupable* », avec l'absence de contrôles sur les produits importés. Certaines filières agricoles européennes en seraient lourdement fragilisées.

Cet accord qui va à l'encontre de tout ce que nous faisons pour sauver notre agriculture n'est pas acceptable !
(...)

Ce n'est pas entendable pour nous tous, Français et Européens, qui serons condamnés à acheter et à consommer demain toujours plus de produits importés, tout en regardant disparaître notre agriculture, nos paysans, nos terroirs et nos paysages !

Au total, l'accord UE-Mercosur ferait peser un risque substantiel sur la sécurité des approvisionnements agricoles et la traçabilité alimentaire en Europe, portant de ce fait atteinte à la souveraineté alimentaire de l'Union et à la bonne information des consommateurs au sein du marché intérieur. Il est tout aussi contraire aux objectifs climatiques et de durabilité que s'est fixée l'UE et qui doivent guider notre politique commerciale. Pour toutes ces raisons, nous nous opposons à cet accord. (...)

Nous n'imaginons pas que vous puissiez prendre l'initiative d'un vote au Conseil et au Parlement contre l'expression démocratique de la quasi-unanimité des parlementaires français.

Nous ne concevons pas non plus que la Commission et le Conseil s'assoient sur l'opposition de la France, grand pays fondateur de l'Union. Une telle situation générerait sans aucun doute une déflagration démocratique dans notre pays qui se trouve déjà sous la menace politique d'un populisme anti-européen.

Premiers signataires : Gabriel Attal, député président du groupe Ensemble pour la République ; Maryse Carrère, sénatrice présidente du groupe Rassemblement démocratique et social européen ; André Chassaigne, député président du groupe Gauche démocrate et républicaine ; Cyrielle Chatelain, députée présidente du groupe Ecologiste et social ; Cécile Cukierman, sénatrice présidente du groupe Communiste, républicain, citoyen, écologiste - Kanaky ; Mathieu Darnaud, sénateur président du groupe Les Républicains ; Marc Fesneau, député président du groupe Les Démocrates ; Guillaume Gontard, sénateur président du groupe Ecologiste, solidarité et territoires ; Patrick Kanner, sénateur président du groupe Socialiste, écologiste et républicain ; Stéphane Lenormand, député président du groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires ; Claude Malhuret, sénateur président du groupe Les Indépendants-République et territoires ; Laurent Marcangeli, député président du groupe Horizons et indépendants ; Hervé Marseille, sénateur président du groupe Union centriste ; François

Patriat, sénateur président du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants ; Boris Vallaud, député président du groupe Socialistes et apparentés.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2024/11/12/l-appel-de-plus-de-600-parlementaires-francais-a-ursula-vonder-leyen-les-conditions-pour-l-adoption-d-un-accord-avec-le-mercotur-ne-sont-pas-reunies_6390051_3232.html

Le Monde, 10 novembre, [libre accès](#)

En plein décrochage, les Européens cherchent à relancer leur économie

Réunis à Budapest, les Vingt-Sept ont adopté une feuille de route pour permettre à l'UE de rattraper son retard de compétitivité. L'élection de Donald Trump rend encore plus urgente la nécessité d'agir.

Extraits :

« *Ne te demande pas ce que les Etats-Unis peuvent faire pour toi, demande-toi ce que l'Europe devrait faire pour elle-même* », a lancé Giorgia Meloni, la présidente du conseil italien, vendredi 8 novembre. A Budapest, où ils se retrouvaient vendredi 8 novembre, deux jours après la victoire de Donald Trump aux Etats-Unis, les chefs d'Etat et de gouvernement européens voulaient poser des actes, montrer qu'ils n'étaient pas uniquement soumis aux aléas de la vie politique de leur principal partenaire.

Agir, c'est ce que les Vingt-Sept ont promis de faire, après avoir endossé la « déclaration de Budapest » sur « un nouveau pacte européen de compétitivité ». Mais de la déclaration d'intentions à l'action, beaucoup reste à faire. « *L'Union européenne [UE] ne peut plus reculer devant les décisions* », a déclaré Mario Draghi, qui avait fait le déplacement à Budapest pour discuter avec les dirigeants européens de son [rapport alarmiste sur la compétitivité du Vieux Continent](#).

Si elle n'engage pas des changements radicaux, l'UE, en plein décrochage économique par rapport aux Etats-Unis et à la Chine, est promise à « *une lente agonie* », mettait en garde l'ex-président de la Banque centrale européenne, le 9 septembre. « *L'urgence est encore plus grande* » depuis que les Américains ont choisi de réinstaller Donald Trump à la Maison blanche, a-t-il insisté, vendredi.

Pour y répondre, les Vingt-Sept sont au moins d'accord sur une chose : la nécessité d'un choc de simplification administrative et réglementaire. (...)

Une nouvelle fois, les Européens ont aussi insisté sur l'urgence qu'il y a à investir massivement dans la défense, la décarbonation et le numérique. Là, les choses s'annoncent plus compliquées, tant les besoins sont importants. Si elle veut rattraper son retard, l'Europe doit investir 800 milliards d'euros de plus par an qu'aujourd'hui, et cela ne peut se faire sans endettement commun des Vingt-Sept, juge Mario Draghi. (...)

Les Vingt-Sept ont dessiné plusieurs autres pistes – création d'un plan d'épargne européen et de nouvelles ressources propres, recours à la Banque européenne d'investissements... – dont aucune, à ce stade, ne peut changer la donne à court terme. Quant à la question de l'endettement commun, une ligne rouge pour Berlin et ses amis « frugaux », elle a été la grande absente des débats. Même la France, qui en est partisane, est restée silencieuse. « *Parler de dette commune, c'est comme mettre un pétard sur la table. On est sûr qu'il explosera et, ensuite, tout le monde quitte la salle* », explique le premier ministre belge, Alexandre de Croo.

« *Il est minuit moins une, c'est maintenant qu'on doit agir* », a alerté Charles Michel, qui espère que les Vingt-Sept sauront faire taire leurs divisions et que les difficultés politiques intérieures d'Olaf Scholz à Berlin et d'Emmanuel Macron à Paris ne les empêcheront pas de s'impliquer sur la scène communautaire. La stratégie de Lisbonne, que les Européens avaient adoptée en mars 2000, devait déjà faire de l'Union « *l'économie de la connaissance la plus compétitive (...) du monde d'ici à 2010* ». Elle a échoué. (...)

https://www.lemonde.fr/international/article/2024/11/09/en-plein-decrochage-les-europeens-cherchent-a-relancer-leur-economie_6384860_3210.html

The Economist, 9 novembre, article payant

A flailing economy has left the EU exposed to Trumpian outbursts

Europe is back in crisis, as so often before

Voir "Article du Jour"

<https://www.economist.com/europe/2024/11/07/a-flailing-economy-has-left-the-eu-exposed-to-trumpian-outbursts>

Le Monde, 1 novembre, article payant

Christine Lagarde, présidente de la BCE : « Le décrochage de l'Europe est une réalité, celui de la France aussi »

Dans un entretien au « Monde », la présidente de la Banque centrale européenne fustige le penchant européen à tout réguler et appelle à développer une union des marchés de capitaux.

Extraits :

Mario Draghi, l'ancien président de la BCE, a publié un rapport alarmiste en septembre sur le décrochage économique européen. Partagez-vous ce diagnostic ?

Le décrochage de l'Europe est une réalité, celui de la France aussi. [Le rapport Draghi](#) met en avant le décrochage en termes de productivité, qui tient essentiellement au secteur de la tech. Les acteurs de la tech en Europe ou aux Etats-Unis considèrent qu'il a pris racine avec la révolution des nouvelles technologies, qui a commencé au milieu des années 1990. (...)

Mais nous parlons de ce projet depuis une quinzaine d'années. *Et quand Mario Draghi a publié son rapport, l'Allemagne s'est immédiatement opposée aux emprunts communs...* L'Europe est-elle vraiment capable de réagir ?

Vous avez raison : on parle depuis Jean-Claude Juncker [président de la Commission européenne de 2014 à 2019] de l'union des marchés de capitaux, et peu de progrès ont été réalisés. Les rapports d'Enrico Letta [ancien premier ministre italien] et de Mario Draghi sont des alertes destinées à réveiller les Européens. Le diagnostic du rapport Draghi est sévère, mais juste, avec des prescriptions bien ciblées. Il suggère que tous les Européens se mettent en ordre de marche et soient prêts à abandonner un peu de souveraineté pour « *mettre en commun ce qu'ils ont de meilleur* », comme aurait dit Paul Valéry. Mais ce qui me donne de l'espoir, c'est l'engagement de toutes les instances européennes pour avancer vers le marché unique des capitaux. Le conseil des gouverneurs de la BCE s'est résolument engagé, lui aussi. Il faut surfer sur cette vague-là.

En 2020, la décision de réaliser un emprunt européen commun de 750 milliards d'euros constituait une avancée majeure. Quatre ans plus tard, moins de la moitié des crédits ont été dépensés. Faut-il y voir un exemple supplémentaire de la lenteur européenne ?

Nous avons eu exactement le même problème lors de la crise grecque [de 2010 à 2015]. Les administrations des différents pays ne sont pas toujours en mesure de gérer rapidement les financements qui arrivent. Les ministres des finances des pays fortement dotés vous disent qu'ils ont bien sûr identifié la construction de tel pont ou de telle ligne ferroviaire, mais qu'il faut obtenir les autorisations au niveau local, les permis d'expropriation, et qu'il y a des procès en cours lancés par des organisations de défense de l'environnement. Tout cela prend beaucoup de temps. (...)

On parle du décrochage européen. Est-ce qu'il n'y a pas un décrochage français au sein de l'Europe ?

Quand vous comparez le PIB aujourd'hui avec celui de 2019, les Etats-Unis ont progressé de 10,7 %, alors que la moyenne européenne est de 4,8 % et celle de la France de 3,7 %, en décalage par rapport à la moyenne européenne.

Comment voyez-vous l'envolée du déficit français ?

La perspective qui est envisagée de « rentrer dans les clous » en appliquant les règles budgétaires européennes doit servir de ligne directrice impérative.

Et les promesses françaises de redressement des comptes publics sont-elles crédibles ?

Comme je l'ai dit, l'application des règles budgétaires européennes doit servir de ligne directrice impérative. (...)

L'inflation en zone euro était de 1,7 % en septembre, au-dessous de votre objectif de 2 %. Est-elle désormais maîtrisée ?

L'objectif est en vue, mais je ne vais pas vous dire que l'inflation est maîtrisée. L'inflation est à 1,7 % en septembre. Hors énergie et alimentation, elle reste à 2,7 % en septembre. On se réjouit de 1,7 %, mais on sait aussi que l'inflation va remonter dans les mois qui viennent, du simple fait des effets de base. En septembre, les prix de l'énergie étaient en recul de 6,1 % sur un an, ce qui tirait le panier vers le bas. Par ailleurs, l'inflation dans les services, un secteur très dépendant des salaires, est encore de 3,9 %. Donc la prudence est de mise. (...)

L'écart de taux entre la France et l'Allemagne, le « spread », est passé de 0,5 % à 0,8 % depuis la dissolution de l'Assemblée nationale. La BCE dispose d'un instrument qui permet d'intervenir pour calmer les marchés. Etes-vous prête à l'utiliser ?

Nous avons clairement présenté les conditions d'utilisation de cet instrument. Aujourd'hui, la question ne se pose pas.

Nombre de pays émergents réunis au sein des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) réfléchissent à un système de paiement pour contourner la zone dollar. La dédollarisation est-elle en marche ?

Pour cela, il faudrait qu'un autre pays puisse prendre le rôle de monnaie de réserve. La Chine s'y prépare, mais elle n'est pas encore prête. Je ne verrai sans doute pas le renminbi détrôner le billet vert de mon vivant.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2024/10/31/christine-lagarde-presidente-de-la-bce-le-decrochage-de-l-europe-est-une-realite-celui-de-la-france-aussi_6368399_3234.html

À quelles conditions l'Europe peut-elle rester compétitive ?

L'ancien président de la BCE, Mario Draghi, a publié un rapport de 400 pages qui préconise des réformes pour stimuler la compétitivité de l'UE. Malgré un ton dans l'ensemble positif, l'analyse de la situation économique actuelle de l'Union européenne n'est guère optimiste. (IREF, 24 octobre, libre accès)

[À quelles conditions l'Europe peut-elle rester compétitive ? - IREF Europe FR](#)

Europe : le grand renversement

L'ÉDITO DE NICOLAS BAVEREZ. Emploi, exportations, sécurité... Quand les mauvais élèves d'hier donnent une leçon au couple franco-allemand. (Le Point, 22 octobre, article payant)

Extraits :

L'Europe est la grande perdante de la nouvelle donne issue de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, marquée par l'éclatement de la mondialisation et la confrontation entre les empires autoritaires et les démocraties. Elle devient une zone de déclin démographique et de stagnation économique, tout en se découvrant désarmée face à l'impérialisme de la Russie et à l'affaiblissement de la garantie de sécurité des États-Unis. Surtout, elle est

confrontée à la faillite des principes qui ont présidé à sa reconstruction après 1945 : l'établissement de la paix par le commerce et le droit ; la réassurance de l'intégration du continent par le moteur franco-allemand.

L'Union, au moment où elle doit se réinventer autour de la souveraineté et de la sécurité, connaît un grand renversement. La France et l'Allemagne font figure d'hommes malades, quand les pays d'Europe du Sud, du Nord et de l'Est, montrent une résilience et une capacité d'adaptation très supérieures face aux chocs qui se multiplient – du krach de 2008 à la guerre d'Ukraine, en passant par la pandémie de Covid ou la crise énergétique.

La France est devenue l'Argentine de l'Europe. (...)

L'Allemagne est en panne. Elle sera en récession en 2024, comme en 2023 (– 0,2 %). La production industrielle affiche une diminution de 15 % depuis 2019. Le décrochage n'est pas conjoncturel mais structurel (...).

Or, dans le même temps, l'Europe du Sud renaît. (...)

Au nord et à l'est de l'Europe également, il y a du nouveau. Les pays scandinaves sont les plus avancés dans la conciliation entre la compétitivité, la solidarité, la révolution numérique, la transition climatique et le réarmement. La Pologne poursuit son rattrapage en conjuguant une croissance de 4 à 5 % depuis vingt ans ainsi que le plein-emploi (taux de chômage de 2,8 %). En 9^e position lors de son entrée, elle est devenue la 6^e économie de l'Union, devant la Belgique, l'Autriche et la Suède. (...)

L'Union européenne doit se refonder, comme dans les années 1950, afin de se transformer en puissance, sauf à mettre en grand péril sa prospérité et sa liberté. Mario Draghi a dessiné la stratégie pour y parvenir, donnant la priorité à la productivité d'un côté, à la sécurité de l'autre. La réorientation de l'Union reste largement conditionnée par le redressement de l'Allemagne et de la France.

Or, si des signaux de renouveau sont perceptibles à Berlin – avec l'initiative pour la croissance, qui entend promouvoir une culture de l'innovation ou la perspective d'une alternance lors des législatives de septembre 2025 –, la France court à la faillite en appliquant à une économie exsangue un choc fiscal de 30 milliards d'euros qui va casser l'investissement, l'innovation et l'emploi tout en entraînant une vague massive de départs de capitaux, d'entreprises et de talents. Fort heureusement, l'Europe du XXI^e siècle s'invente désormais avant tout au sud, au nord et à l'est de notre continent.

[Europe : le grand renversement](#)

Nicolas Baverez : «Énergétique, économique, stratégique, la triple faillite du Green Deal»

CHRONIQUE - La stratégie de décarbonation de l'UE est une faillite qui contraste avec les succès des États-Unis et de la Chine dans ce domaine. (Le Figaro, 22 octobre, article payant)

Extraits :

L'accélération du [changement climatique](#) s'est confirmée en 2023. L'année a établi un nouvel et inquiétant [record de température](#) de la planète, avec une hausse de 1,45 degré Celsius au-dessus de la période préindustrielle. Les phénomènes climatiques extrêmes se sont multipliés. Ils ont provoqué 74.000 décès et 250 milliards de dollars de dommages. Simultanément s'amplifie l'effondrement de la biodiversité avec une chute de 73 % des populations d'animaux sauvages au cours des cinquante dernières années.

À la veille de la COP 29 qui se réunit en novembre à Bakou - ce qui ne peut manquer de susciter le scepticisme -, l'urgence climatique est avérée. L'Union européenne, qui a réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 32 % depuis 1990, a pris une longueur d'avance dans la conduite de sa transition. Mais la brutale embardée déclenchée en décembre 2019 après la poussée des partis écologistes se révèle destructrice pour sa compétitivité, pour sa sécurité et pour sa souveraineté. Le «Green Deal» se transforme en «green death».

Le «Green Deal» entend instaurer la neutralité carbone dans l'Union en 2050 et obtenir une réduction de 55 % des émissions de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990. Au travers d'une soixantaine de textes, il

bouleverse le modèle économique de nombreux secteurs - tels l'agriculture (« From farm to fork »), l'énergie, les transports ou la finance -, et soumet l'ensemble des entreprises à de nouvelles contraintes réglementaires très contraignantes et coûteuses via les directives CRDS (comptabilité extra-financière) et CS3D (devoir de vigilance) ou encore la taxonomie qui définit les activités dites « vertes ».

Au lieu d'élaborer un cadre pour la décarbonation de l'économie en confiant aux acteurs économiques et sociaux le soin de s'y adapter, l'Union européenne a décidé de formater a priori l'offre et la demande des secteurs clés à l'horizon de 2050 et d'obliger les entreprises à s'y conformer à travers un carcan de normes, de taxes et de pénalités. Et ce sans aucune évaluation de leur impact économique, social, écologique et stratégique. Cette planification arbitraire, autoritaire et centralisée conduit l'Europe à la faillite, tout aussi sûrement qu'elle a provoqué l'effondrement de l'Union soviétique. (...)

La dérive de la transition écologique en Europe contraste avec les succès des États-Unis et de la Chine. L'IRA, en stimulant l'offre par le bas, conjugue réindustrialisation, soutien de l'innovation, transition climatique et stabilisation de la classe moyenne. La Chine a marié compétitivité et impérialisme en planifiant depuis vingt ans la dépendance du reste du monde à sa production de produits, de matières premières et d'équipements vitaux pour la décarbonation de l'économie.

La transition écologique demeure un impératif et un atout potentiel pour l'Union. Mais à la condition de la repenser, comme le recommande [Mario Draghi](#), du côté de l'offre, de l'investissement et de l'innovation. En la repositionnant dans la compétition des blocs qui structurent le système géopolitique. En réalignant États, entreprises et citoyens. En rompant avec les objectifs et les calendriers irréalistes. En réintroduisant la flexibilité dans les choix technologiques. (...) Bref, en cessant de confondre la fin et les moyens pour réconcilier enfin l'écologie avec la compétitivité, la solidarité et la sécurité.

[Nicolas Baverez : «Énergétique, économique, stratégique, la triple faillite du Green Deal»](#)

Technologies propres : l'Europe face à ses démons intérieurs

Minée par des tensions politiques et des disparités économiques, l'UE risque le déclassement dans la compétition mondiale des technologies vertes. La Chine fait la course en tête. (Le Point, 14 octobre, article payant)

Extraits :

La concurrence est féroce et l'avenir de la compétitivité européenne est en train de se jouer [sur cette nouvelle révolution industrielle : la course aux technologies propres](#). L'enjeu dépasse de loin le climat. Il est à la fois géopolitique, économique et social (les emplois de demain). L'Europe possède encore un petit avantage sur les États-Unis, mais la Chine, elle, prend le large. C'est la conclusion du rapport très intéressant publié, ce lundi 14 octobre, par le groupe de réflexion environnemental Strategic Perspectives sous la responsabilité de Linda Kalcher, la directrice générale.

« Nous constatons une concurrence féroce entre les grandes économies pour attirer les investissements verts afin d'être leader sur l'innovation et de dominer la fabrication de technologies propres au niveau mondial », alerte Neil Makaroff, le directeur de Strategic Perspectives. Cependant, l'Europe fait face à un obstacle de taille : elle-même.

La montée des partis d'extrême droite et populistes européens, climatosceptiques, au sein du Parlement européen, et leur collaboration occasionnelle avec le Parti populaire européen (PPE) menacent de paralyser l'adoption de politiques ambitieuses en faveur des technologies propres. Le PPE a le souci de l'acceptabilité des nouvelles normes vertes par la population. Mais l'enjeu est plutôt industriel et s'est déplacé de la création des normes à la course aux investissements. (...)

On n'en est pas là. « L'UE reste le deuxième endroit le plus attractif pour les investissements nets zéro en 2023 », relève Neil Makaroff. La Chine domine largement avec 654 milliards de dollars d'investissements dans

les technologies propres, devant l'Union européenne (334 milliards de dollars) et les États-Unis (289 milliards de dollars).

Toutefois, on constate de grandes disparités entre les pays européens. D'un côté, les pays « frugaux » comme l'Allemagne et les Pays-Bas prônent l'austérité fiscale. De l'autre, la France et les pays du Sud et de l'Est plaident pour des investissements massifs. Ce clivage classique pourrait freiner la mise en place d'une politique industrielle européenne ambitieuse, pourtant cruciale face à la domination chinoise. (...)

[Technologies propres : l'Europe face à ses démons intérieurs \(lepoint.fr\)](#)

Nice ideas, Mr Draghi—now who will pay for them?

From “whatever it takes” to “whatever the cost” (The Economist, 13 septembre, article payant)

Extraits :

An old joke haunts economists. A chemist, a physicist and an economist are stranded on a desert island with a tin of beans but no implement to open it. The chemist suggests corroding the container with sea water, but concludes it would take years. The physicist proposes a method to prise the tin open that turns out to be equally impractical. The economist is delighted that only she has the right answer: “Assume a tin-opener.”

Mario Draghi, himself an economist of some renown, this week unveiled a report on how to revive Europe’s flagging economic prospects. His answer: “Assume €800bn” (close to \$900bn). That is the annual investment the former boss of the bloc’s central bank thinks is required to prevent the European Union’s economy falling ever further behind America’s. *The problem is that money on that scale is as elusive in Europe as a tin-opener on a desert island.* Establishing blueprints for spending money is the easy bit. *But given EU countries are trillions of euros in debt beyond what the club’s own rules are meant to allow, finding the cash is likely to prove as hard as coming up with a funny joke involving economists.*

[Nice ideas, Mr Draghi—now who will pay for them? \(economist.com\)](#)

Dirty sponges : Squeaky-clean Europe is more corrupt than you think

Scandals and scams are rife. The EU’s clean-up isn’t working fast enough (The Economist, 13 septembre, article payant)

Extraits :

(...) This is the sort of success story the EU likes to tell about itself. Europe is home to the world’s least corrupt countries, and Eurocrats see their union as a force for reform. The EU generally requires countries to improve their governance before they can join; its regulations are meant to keep them honest once they are in.

Unfortunately, the data over the past decade tell a different story. Lithuania and its Baltic neighbours, Estonia and Latvia, have improved dramatically. But other formerly communist countries that joined the EU in the 2000s have not. Poland, a relatively clean country, got dirtier from 2015 to 2023 under a populist government. Romania jailed thousands of crooked officials, but others often took their places. In Bulgaria, the Czech Republic and Slovakia oligarchs have outlasted prosecutors. Under Viktor Orbán’s illiberal rule, Hungary has become as corrupt as some countries in Africa and the Middle East.

The ex-Soviet bloc is not the only region to worry about. Hopes that southern Europe would turn more Scandinavian have not been borne out. The graft that surfaced in Spain during the global financial crisis has led to little reform. Italy has improved, but only from the low bar of Silvio Berlusconi’s scandal-plagued administrations. Greece’s corruption is infamous, and the reforms which the EU and IMF imposed after the euro crisis did little to fix it. In 2019 a Greek prosecutor who went after Novartis, a drug firm, for bribing doctors was fired—and was then prosecuted herself, even though in America the company admitted guilt and paid \$347m in fines. (She was acquitted last year.)

Worse, EU institutions have had big scandals of their own. In late 2022 Belgian police arrested several members of the European Parliament and their aides for accepting bribes from Qatar (and seized nearly €1m in retro-style cash). A quarter of MEPs have been entangled in ethical trouble, according to Follow The Money, a Dutch investigative website. (...)

The stakes are not just economic. America and the EU see corruption as a security issue: Russia and other autocracies use cash and networks of cronies to hollow out democracies. Corruption creates “vulnerability throughout the economy and the political system”, says Richard Nephew, the global anti-corruption coordinator at America’s State Department. (...)

Ukraine has world-class online systems for procurement transparency, known as Prozorro and DREAM, that let anyone see how contracts were granted. The country’s anti-corruption investigators are starting to do their jobs, says Tetiana Khutor, head of the Institute of Legislative Ideas, a Kyiv-based legal think-tank. Ukraine’s ambition is to become the next Lithuania. Its fear is that, like Greece, it never manages to get clean—a discouraging failure for Europe’s good-government dreams. ■ [Squeaky-clean Europe is more corrupt than you think \(economist.com\)](#)

«Avec le pacte vert, l’UE est en train de tuer l’industrie automobile européenne sur l’autel de la transition énergétique»

FIGAROVIX/TRIBUNE - Le ralentissement du marché de la voiture électrique met en évidence l’impasse de la stratégie européenne qui impose des normes délétères pour les constructeurs, alerte Philippe Charlez. (Le Figaro, 12 septembre, article payant)

Extraits :

Bruxelles est-elle en train de «tuer» [l’industrie automobile](#) européenne sur l’autel de la transition énergétique ? C’est à cet affligeant constat que la législation communautaire nous conduit progressivement.

Rappelons que le [pacte vert européen](#) interdira à partir de 2035 la vente de voitures thermiques neuves sur le vieux continent. Forcés et contraints, les constructeurs européens sont donc en train de transformer à grands frais leurs chaînes de montage au profit des véhicules électriques dont ils attendaient un accroissement exponentiel des ventes au cours de la présente décennie. Malheureusement, après une dizaine d’années de progression spectaculaire, le marché de la voiture électrique à batterie (VEB) a amorcé depuis mi 2023 un déclin inquiétant. Depuis un an, les ventes des voitures électriques se sont en effet contractées de 11%, induisant des restructurations massives comme chez Tesla qui a licencié 10% de son personnel. (...)

Mais, la législation ne s’arrête pas à 2035. Pour réduire les émissions dans les transports, Bruxelles a aussi imposé aux véhicules thermiques des réductions draconiennes : les 110 g CO₂/km actuels devront passer à 95 g CO₂/km en 2025 et à moins de 70 gCO₂/km en 2030. Des objectifs presque impossibles à atteindre sauf à investir massivement dans la recherche pour une filière amenée à disparaître dans moins de dix ans ! D’autant qu’en cas de non-respect de ces [émissions seuil](#), des amendes seront appliquées aux constructeurs sur l’ensemble des voitures vendues. (...)

Oubliant le moteur thermique, les [Chinois](#) ont au contraire massivement investi dans la voiture électrique à batterie. Contrôlant 80% de la production mondiale des batteries mais aussi de l’ensemble des métaux critiques nécessaires à leur production, les Chinois ont aujourd’hui dix ans d’avance sur leurs concurrents européens. Face à la machine chinoise bénéficiant de surcroît d’un coût du travail bien inférieur, les entreprises automobiles européennes sont laminées dans tous les domaines : plus performants, les voitures électriques chinoises sont entre 20% et 30% moins chères que leurs homologues européennes.

Si les ventes de véhicules électriques à batterie stagnent en Europe, les ventes de véhicules chinois sont quant à elles en progression constante. En deux ans, les ventes de véhicules électriques chinois sur le vieux continent sont passées de 2% à 10%. Aussi, pour protéger une filière automobile européenne en grandes difficultés

employant près de 15 millions de personnes, l'Europe projette d'imposer 40% de droits de [douane](#) supplémentaires (soit 50% au total) aux importations de voitures électriques chinoises.

Si, en première lecture, cette décision apparaît légitime face aux subventions déloyales accordées aux entreprises chinoises pour leur permettre de casser leurs prix, cette taxe supplémentaire payée par le consommateur européen augmentera mécaniquement de 50% le prix des véhicules chinois. Elle n'incitera pas pour autant le consommateur à se tourner préférentiellement vers les véhicules électriques européens. Elle risque au contraire de le dissuader d'acheter électrique et de se tourner vers le marché de l'occasion [thermique](#) aujourd'hui en plein boom. Le rallongement de la vie de voitures thermiques au-delà de quinze ans aura pour conséquence d'accroître les émissions et non de les réduire. Un résultat en complète contradiction avec une transition vers la mobilité bas carbone.

Cette situation kafkaïenne reflète en filigrane les décisions technocratiques irréflechies. Halte au [pacte vert européen](#) qui conduit l'Europe à se suicider sur l'autel de la vertu !

Docteur en physique, Philippe Charlez est expert énergie à l'Institut Sapiens. Dernier livre paru : Les dix commandements de la transition énergétique (VA éditions, 2023).

[«Avec le pacte vert, l'UE est en train de tuer l'industrie automobile européenne sur l'autel de la transition énergétique» \(lefigaro.fr\)](#)

Mixed message : Mario Draghi's best ideas are those Europe finds least comfortable

The danger is that it picks the easy ones (The Economist, 11 septembre, article payant)

Extraits :

Adam Smith thought that achieving spectacular economic growth required little more than “peace, easy taxes and a tolerable administration of justice”. Don't tell Mario Draghi, who has just penned almost 400 pages on [boosting European “competitiveness”](#), which in this case means its economic growth. This is the second technocratic door-stopper commissioned by the European Union as it tries to bring stagnation to an end. As Mr Draghi observes in [our online By Invitation column](#), an ageing population means that, if productivity growth does not rise, Europe's economy will be no bigger in 2050 than it is today.

By the standards of such reports, Mr Draghi's is commendably plain-spoken (thereby winning an endorsement from Elon Musk, who aspires to be a scourge of obscurantist bureaucrats). The former Italian prime minister and president of the European Central Bank speaks with authority and much of what he calls for is desirable. That includes more integrated markets, so that European startups can benefit from scale among their customers and their financial backers. Mr Draghi also wants to unify decision-making on public investments; to pare back the thickets of regulation ensnaring Europe's companies; and to link up electricity grids.

The biggest question was how much Mr Draghi would endorse the interventionist policies many politicians crave. Here Mr Draghi is too sympathetic to the mercantilists and their calls for subsidies for “strategic” industries, such as carmaking, the relaxation of competition and state-aid rules and tariffs on imports from China. He pays little heed to Europe's high-tech success stories, which are down to markets, not governments. Even the academic papers Mr Draghi cites in support of his case are generally agnostic about whether state support brings aggregate benefits to an economy, rather than just helping favoured sectors. (...)

Mr Draghi's most headline-grabbing analysis was that Europe needs investment by the private and public sectors to rise from today's 22% of GDP to 27%. Germany, especially, needs this extra spending. Well-executed subsidies for research and development might work at a continental level. But northern Europe has little desire for more joint spending, a subject that Mr Draghi danced around.

(...) extra spending and new subsidies are no fix for the many structural issues that require Europe to embrace reform. As Mr Draghi also points out, the continent needs bigger, better and more integrated markets, which requires some centralisation but not *dirigisme*.

If policymakers ignore this and instead use Mr Draghi as intellectual cover for weakening competition and state-aid rules, allowing governments or the EU itself to pursue an excessively interventionist agenda, then Europe's problems are likely to get worse. Mr Draghi might have done better to have focused his message on the things that Europe's politicians do not want to hear. ■

[Mario Draghi's best ideas are those Europe finds least comfortable \(economist.com\)](#)

Mario Draghi zielt in die falsche Richtung. Denn mit Schulden und Planwirtschaft lassen sich die Probleme der EU nicht lösen

Starkes Amerika, schwaches Europa. Zu diesem Schluss kommt, wer die Wettbewerbsfähigkeit betrachtet. Die Rezepte, die der ehemalige Zentralbanker empfiehlt, bringen die EU aber nicht voran. (NZZ, édito, 11 septembre, article payant)

Extraits :

(...) Richtige Diagnose, falsche Therapie

Der Draghi-Report kommt als Expertenbericht daher. Doch der Ökonom, der schon als Notenbanker mehr Politiker als Technokrat war, erliegt dem gleichen Reflex wie die meisten Volksvertreter: Wenn ein Problem auftaucht, wird versucht, es mit Steuergeld zu überschütten. So fordert Draghi zusätzliche Investitionen in der Höhe von 800 Milliarden Euro pro Jahr. Gemessen an der Wirtschaftskraft wäre dies dreimal so viel, wie nach dem Zweiten Weltkrieg im Rahmen des Marshall-Plans für den Wiederaufbau des kriegszerstörten Europa benötigt wurde. (...)

Draghis Problemanalyse ist zwar korrekt: Die EU hat ein deutlich geringeres Produktivitätswachstum als die USA. Den Preis zahlen die europäischen Haushalte in Form von Verzicht auf einen höheren Lebensstandard. Das real verfügbare Einkommen pro Kopf ist in der EU seit 2000 nur halb so stark gestiegen wie in den USA. Und die digitale Revolution durch das Internet hat die Union weitgehend verschlafen. Ein Beispiel: Nur 4 der 50 weltweit führenden Technologiekonzerne kommen aus Europa.

Doch so richtig die Diagnose, so falsch die Therapie: Mit mehr zentralistischer Planung und Plänen für gigantische Ausgaben, wie sie Draghi vorschweben, kommt die EU nicht voran. Im Gegenteil: Die geforderte Koordination der nationalen Industriepolitiken potenziert die Probleme. (...)

Brisant ist auch der Vorschlag, bei der Finanzierung «bahnbrechender Innovationen» auf eine gemeinsame Schuldenaufnahme der EU zu setzen. Dass Draghi entsprechende Schuldpapiere wohlklingend als «gemeinsame sichere Vermögenswerte» tituliert, macht die Sache nicht appetitlicher.

Was sicher sein soll an einer Schuldenunion, in der hohe nationale Defizite belohnt und massvolle Finanzpolitiken bestraft werden, weiss wohl nur Draghi selbst. Sinnvoller wäre es, die Kapitalmarktunion rasch voranzutreiben, damit innovative Firmen einfacher an privates Kapital gelangen. (...)

Wirklich überraschend kommt der Vorschlag für gemeinsame Schulden nicht. Denn der Tabubruch erfolgte bereits 2021. Damals verschuldeten sich die EU-Staaten im Zuge der Corona-Krise erstmals kollektiv, im Rahmen des sogenannten Wiederaufbaufonds. Selbstverständlich wurde in der Pandemie die Einmaligkeit der Situation betont. Doch was einmal geht, geht bei Politikern auch zwei- oder dreimal. Die aktuelle Lage sei ebenso ernst wie die Corona-Krise, begründet Draghi. Er weiss: Die finanzpolitischen Dämme in der EU sind längst gebrochen.

Der deutsche Finanzminister Christian Lindner hat bereits Widerstand gegen gemeinsame Schulden angekündigt. Mit Schulden löse man keine strukturellen Probleme, sagt er zu Recht. Den Firmen mangle es nicht an Subventionen, sie seien durch Bürokratie gefesselt. Es ist zu hoffen, dass Berlin gegenüber Rom und Paris, wo Draghi mehr Freunde hat, standhaft bleibt. Die Stärke der EU ist ihre Vielfalt; das muss auch ökonomisch gelten. Fehlende Innovationskraft lässt sich nicht mit Zentralismus beheben. Mehr Erfolg verspricht der Wettbewerb der Staaten.

Ce que l'on sait du rapport alarmant de Mario Draghi sur la compétitivité en Europe

L'ancien président du Conseil italien livre, lundi, son rapport très attendu sur la relance de la compétitivité en Europe. Il a déjà dévoilé quelques idées audacieuses... (Le Point, 9 septembre, article payant)

Extraits:

« La guerre économique n'est pas un vain mot et l'Europe est en train de la perdre », déclarait Mario Draghi lors d'une conférence sociale à La Hulpe, en Belgique, le 16 avril dernier. [L'homme qui a sauvé l'euro](#) en 2012 avec son célèbre « whatever it takes » (« quoi qu'il en coûte ») ne mâche pas ses mots pour décrire la situation actuelle de l'Europe, prise en étau entre une Chine prédatrice et des États-Unis de plus en plus protectionnistes. Son rapport sur la relance de la compétitivité en Europe, très attendu depuis des mois, sera remis, lundi, à la présidente de la Commission Ursula von der Leyen, à 11 heures. On annonce 400 pages d'analyses et de propositions.

Mario Draghi distille, depuis déjà deux mois, quelques bribes de ses constats et esquisse des solutions. Constat alarmant partagé par tous : « Aujourd'hui, nous investissons moins dans le numérique et les technologies avancées que les États-Unis et la Chine, y compris dans la défense, et nous ne comptons que quatre acteurs technologiques européens parmi les 50 premiers mondiaux, » indiquait-il. (...)

L'énergie est le talon d'Achille des Européens et cette situation place l'Union européenne dans une position désavantageuse par rapport à ses concurrents. Le prix de l'électricité est « deux à trois fois plus élevé » en Europe qu'aux États-Unis, souligne l'ancien président du Conseil italien, ce qui pèse lourdement sur la compétitivité des entreprises européennes. (...)

Pour faire face aux géants américains et chinois, Draghi plaide pour une « mise à l'échelle » à la taille continentale. « Restaurer notre compétitivité n'est pas quelque chose que nous pouvons réaliser seuls ou en nous battant les uns contre les autres », estimait-il. « Cela nous oblige à agir en tant qu'Union européenne comme nous ne l'avons jamais fait auparavant. »

Plus audacieux encore, l'ancien patron de la Banque centrale européenne s'aventurait à évoquer une possible révision des traités européens. « Le point de départ de toute modification future du traité doit être la reconnaissance du nombre croissant d'objectifs communs et de la nécessité de les financer ensemble », avait-il déclaré devant lors d'une conférence aux États-Unis en juillet 2011.

Il plaidait pour un « fédéralisme pragmatique et idéal », qui permettrait à l'Europe de mutualiser davantage ses investissements d'avenir, tout en imposant une plus grande rigueur budgétaire aux États membres. Une proposition qui ne manquera pas de faire grincer des dents, notamment du côté de Berlin.

Du reste, la levée de boucliers a commencé dès la semaine dernière, de manière préventive. Le député PPE allemand Markus Ferber, qui fixe la ligne économique du parti depuis très longtemps, a sorti la grosse Bertha. « Draghi doit résister au réflexe italien traditionnel qui consiste à demander de nouveaux programmes d'investissement financés par la dette, prévenait-il. Si l'agenda de la compétitivité s'enlise dans des discussions politiques délicates sur une nouvelle capacité budgétaire, il y a de fortes chances que nous n'arrivions à rien. L'un des piliers d'un nouvel agenda pour la compétitivité doit être une Union des marchés de capitaux forte qui soutienne l'économie européenne. Nous avons besoin d'un véritable écosystème pour les services financiers qui serve les entreprises européennes – du processus d'introduction en Bourse à la compensation. Si nous voulons aboutir à une union des marchés des capitaux, les États membres doivent mettre un terme à leurs luttes intestines et s'engager en faveur d'un véritable programme européen. » (...)

[Ce que l'on sait du rapport alarmant de Mario Draghi sur la compétitivité en Europe \(lepoint.fr\)](http://lepoint.fr)

Mario Draghi, the continent's unofficial chief technocrat, has a plan (The Economist, 10 septembre, article payant)

Extraits :

Europe has at last realised it has a problem with economic growth. Duh. Can it now find a solution? A report published on September 9th by Mario Draghi, a former president of the European Central Bank and prime minister of Italy, and the continent's unofficial chief technocrat, is an attempt to do just that. Over almost 400 pages, Mr Draghi outlines a plan to overhaul Europe's economy. Ursula von der Leyen, the recently re-elected head of the European Commission, is keen to act on his advice. Even Elon Musk, owner of Tesla and X, as well as a frequent opponent of the EU, has applauded his "critique".

The report follows another, published in April, by Enrico Letta, another former Italian prime minister, which looked at the single market. Both focus on how to make Europe more competitive. The authors want to boost innovation, increase funding for riskier ventures (commercial, financial or scientific) and exploit Europe's scale by bringing together hitherto fragmented markets. In short, they want to make Europe a bit more European, which in these areas at least is smart. The questions are as follows: Will countries be willing to see integration in sensitive sectors such as defence? Will they be able to overcome the narcissism of small differences? And will they be willing to spend as required?

Although Europe has long been poorer than America, its citizens used not to mind too much. Americans had [too many guns](#) and they had *coq au vin*. But as Mr Draghi lays out with urgency, the world around Europe has changed, making the continent's lack of growth and innovation a threat to its way of life. "The EU has reached a point where, without action, it will have to compromise either its welfare, the environment or its freedom," he writes in an [guest article](#) for *The Economist*. (...)

Another is that Europe's decline is becoming more painful. In 1995 European productivity was 95% of America's; today it is less than 80%, which is a big enough gap for holidaymakers to notice. In frontier tech, such as artificial intelligence, Europe now looks set to fall further behind. And as this tech spreads to more and more sectors—think of self-driving cars—Europe's potential for innovation will further decline. Pricey energy will make it still harder to lure cutting-edge firms in the future.

On top of this, Europe's failure to exploit its scale is becoming more of a problem, as other countries make the most of their own size. "In the 1980s, when the single market was taking shape, Italy's economy was about as big as China's and India's combined," notes Mr Letta. It hardly seemed to matter if industries such as defence, energy, finance and telecommunications were national affairs. No longer.

What can Europe do? (...)

Creating such a union means overcoming fragmentation, such as 27 different approaches to insolvency. It also means moving from unfunded public pension systems to better funded, market-based schemes. According to New Financial, a think-tank, pension assets come to just 32% of European GDP, against 173% in America. "We need a cultural change on how we fund businesses, given all the investment required. In this regard, we also need regulatory changes in Europe to allow growth to be financed," Mr Sewing argues. Mr Draghi suggests creating a European supervisor for capital markets, similar to America's Securities and Exchange Commission. (...)

Mr Draghi's report has been well received by Europe's powerbrokers and thinkers, and will continue to be until it comes to implementation. Take something that ought to be relatively uncontroversial: the creation of a competitive process for funding world-class research institutes. When Germany introduced a similar scheme in the 2000s, most of the money ended up in two prosperous southern states. As a consequence, the programme was quickly adjusted to make sure that every region benefited. Similarly, America's ARPA thrived in the absence of red tape. It is hard to imagine European governments overcoming their instincts in either case. (...)

Moreover, plans to reform competition rules in the name of sovereignty or resilience may embolden the wrong people. *Mr Draghi also spends too little time considering why more market-minded countries, such as the Netherlands and the Nordics, which are small even by European standards, are home to innovative tech firms.*

Or why Germany, after at last liberalising its planning regime, is seeing renewables take off without European help.

Then there is money. According to commission estimates, *to meet Mr Draghi's plans €750bn-800bn a year extra in spending would be required, taking the share of investment in the continent's GDP from 22% to 27%—an unprecedented increase after decades of decline.* If the past is any guide, four-fifths of this would have to come from the private sector, which is not going to happen even if the capital-markets union is a roaring success.

That leaves debt-funded EU spending, which Mr Draghi says would be useful, but stops short of seeking outright. He knows that northern European leaders have little to no appetite for another batch of debt. "Never in the past has the scale of our countries appeared so small and inadequate relative to the size of the challenges," Mr Draghi writes. And he is correct. Now he faces a far harder job than analysing those problems: he must convince national governments to give up power. ■

[Can anything spark Europe's economy back to life? \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Charlemagne : Europe must beware the temptations of technocracy

Experts are increasingly crowding out flailing politicians (The Economist, 9 septembre, article payant)

Extraits:

Look at the state of European politics today and a collage of pandemonium emerges. France has been stuck with a caretaker government for two months following legislative elections which no party won decisively. In Germany the hard right came top in one set of state elections on September 1st; its federal chancellor, Olaf Scholz, seems destined for defeat in a nationwide ballot this time next year. The less said about Hungary and its strongman prime minister, Viktor Orban, the better. Coalitions formed by parties with little in common keep governments with tenuous majorities in power, from Spain to the Netherlands. And then there is Belgium, a country where politicians ritually haggle for a year or more before forming a government (current count: 88 days). Part of the charm of democracy is that it is messy, but Europe has elevated the chaos to high art.

Even amid the voter-induced tumult, in a rainy corner of northern Europe a bit of the continent's government machine keeps churning. A new roster of 27 European commissioners is currently being assembled in Brussels, with new assignments expected to be doled out in coming days. From migration policy to trade, regulating big tech, bolstering European defence, monitoring national finances, devising green rules and much more besides, few facets of life in the bloc are beyond the scope of the European Union's executive behemoth. The technocratic approach it favours skirts questions around democratic accountability. But it has been so effective that the leave-it-to-the-experts method of governing has caught on beyond Brussels. When politicians fail to form national governments, outside "experts" are sometimes called upon instead. The temptations of technocracy are like a siren call for those who just want to get things done, voters be damned.

The march of the European technocrats is in large part down to the drift of "competences"—to use a bit of Brussels *patois*—from its 27 member states towards the EU. Once a coal-and-steel trading club, it has morphed into a government in all but name. Often that is no bad thing: it would be absurd for two dozen midsized neighbouring countries to each have their own decarbonisation targets, for example. As Europe has battled a slew of crises, from covid-19 to the war in Ukraine, the mandarins of Brussels have amassed more influence. A growing swathe of the EU budget is doled out to countries that meet conditions set out by Eurocrats, whether it be reforming courts or labour laws. In theory, if not in practice, the bloc's rules constrain national governments' natural desire to run bottomless budget deficits, for example.

Another hefty dose of nagging is in the works. On September 9th Mario Draghi, a former boss of the European Central Bank, is expected to unveil a report on how to revive the bloc's sclerotic economy. Rumoured to come in at 400 pages, it is already being treated as an oracular blueprint for what governments must do to remain in the EU's good graces. No doubt Mr Draghi's report—whose edicts will be inserted into the working briefs of

incoming commissioners—will be full of good sense. But who decides if that is so? Politicians need to worry about how their policies will play at the ballot box. As the EU's latest technocrat-in-chief, that is of no concern to Mr Draghi. Tough luck for any voters who think he is misguided on the future of industrial policy, say.

The timing of the report, prepared largely before but released just after European elections in which its recommendations did not feature, is unfortunate. It will lend credence to claims that the EU is unaccountable to voters. This point is often exaggerated. (...)

A little technocratic interlude while politicians get their act together may be no bad thing. But the point of politics is to make decisions. In practice that means someone balancing the advice of experts with electoral realities. As Jean-Claude Juncker, a former commission boss, memorably put it, *politicians the world over know what needs to be done, just not how to get re-elected having done it*. Democracies stay vibrant by kicking out the current lot, leaving space for new blood who might listen to a different type of expert. Technocrats will always have their place in well-functioning polities, but it should be in the background. ■

[Europe must beware the temptations of technocracy \(economist.com\)](https://www.economist.com/europe/2024/09/03/europe-must-beware-the-temptations-of-technocracy)

L'Allemagne, boulet de l'Europe

L'ÉDITO DE LUC DE BAROCHEZ. Le modèle allemand est en lambeaux, mais le chancelier Olaf Scholz n'est pas en position de conduire le nécessaire aggiornamento. (Le Point, 3 septembre, article payant)

Extraits:

Gouvernement faible, modèle économique dépassé, crise migratoire, incertitude sécuritaire... l'Allemagne est en passe de devenir ingouvernable. [Les scores inédits](#) atteints par les partis extrémistes de droite et de gauche lors des deux élections régionales du 1^{er} septembre sont un signal d'alarme non seulement pour la coalition Scholz au pouvoir à Berlin, mais aussi pour la CDU, privée de partenaire pour gouverner localement. En Thuringe, les trois partis extrémistes cumulent ensemble près des deux tiers des suffrages exprimés. En Saxe, ils raflent presque la moitié des voix.

C'est désormais l'Allemagne qui, plus qu'aucun autre pays, incarne la crise de l'Europe. Quel contraste avec l'ère pas si lointaine d'Angela Merkel ! Portée par les réformes libérales léguées par son prédécesseur, la chancelière a incarné pendant seize ans une ancre de stabilité politique sur le continent. Depuis qu'elle a cédé son fauteuil fin 2021 au social-démocrate Olaf Scholz, le voile se lève sur les fragilités du modèle. (...)

En 2022, le retour de la guerre au cœur de l'Europe a brisé le rêve. Le quadruple pari de la classe dirigeante allemande – compter sur les États-Unis pour la sécurité, sur la Chine pour les exportations, sur la Russie pour l'approvisionnement en énergie et sur l'immigration pour la main-d'œuvre bon marché – a échoué. Moscou est devenu infréquentable ; Pékin importe de moins en moins ; Washington rechigne à financer la défense de l'Europe ; quant aux migrants, la culture de l'accueil incarnée par Merkel n'a pas résisté à la réalité des attentats djihadistes. (...)

Du côté de l'économie, le tableau n'est pas moins sombre. L'Allemagne traverse sa plus longue période de croissance faible depuis la Seconde Guerre mondiale (+ 0,4 % par an en moyenne sur la période 2018-2024, selon le FMI). L'ex-locomotive de l'Union européenne est devenue son boulet. (...)

Même la construction européenne ne va plus de soi. La conviction que l'intérêt allemand coïncide toujours avec l'intérêt européen est ébranlée. Le Brexit puis les incertitudes françaises ont altéré cet article de foi. Et l'émergence des partis populistes AfD (droite) et BSW (gauche), aussi poutinophiles et antieuropéens l'un que l'autre, ont brisé le consensus. (...)

Une fois de plus dans son histoire, l'Allemagne va être contrainte de se réinventer. Mais cette tâche ne peut pas être confiée au chancelier Scholz. Sa coalition tripartite, bancale et discréditée, n'est pas en position de conduire le nécessaire aggiornamento. Selon toute probabilité, elle va même avoir du mal à tenir jusqu'à l'échéance normale des élections fédérales, en septembre 2025.

« *Quand Paris tousse, l'Europe s'enrhume* », affirmait au XIX^e siècle le prince Metternich, chancelier de l'empire d'Autriche et grand diplomate. Il voulait dire par là que l'importance de la France sur le Vieux Continent impliquait que ses problèmes contaminaient toujours ses voisins. Deux siècles plus tard, c'est l'Allemagne qui est la puissance dominante. Lorsqu'elle éternue, l'Europe tombe malade.

[L'Allemagne, boulet de l'Europe \(lepoint.fr\)](#)

Andrea Marcolongo: «L'excès de tourisme a transformé notre Europe en parc d'attractions»

TRIBUNE - Le surtourisme et son «économie avide et sans pitié» sont responsables de l'enlaidissement de nos côtes européennes, déplore l'helléniste. Selon elle, il est urgent d'éduquer les enfants au voyage afin qu'ils deviennent sensibles à la «différence sacrée entre beau et laid». (Le Figaro, tribune, 3 septembre, article payant)

Extraits:

Après quelques semaines passées à Corfou [sur les traces littéraires de la famille Durrell](#), cet été encore j'ai débarqué sur la Costa del Sol, où la famille de mon mari passe ses vacances. Comme un naufragé dans la mer du [tourisme de masse](#), je me suis vite perdue parmi des dizaines de complexes touristiques tous identiques, sans centre ni histoire, où se côtoient sur la place principale le supermarché, bondé de touristes torse nu, et des bars qui proposent de la bière à toute heure.

Entre le périphérique à traverser à pied pour aller à la plage, les restaurants chinois et les dentistes à prix réduit pour étrangers, j'ai alors trouvé refuge dans des promenades solitaires au petit matin, poussant la poussette de ma fille entre parkings et résidences sans cesser de m'interroger sur ce gaspillage de beauté et de Méditerranée. Il n'est pas nécessaire de s'aventurer entre Marbella et Malaga pour se rendre compte que l'excès de tourisme est l'un des maux les plus graves dont souffre notre Europe, transformée en parc d'attractions par une économie avide et sans pitié. De [Venise avec son ticket d'entrée](#) aux récentes manifestations contre Airbnb à Barcelone, la qualité de vie dans de nombreuses villes européennes ressemble à un slalom entre centres commerciaux, tours organisés en trottinettes et pizzas malodorantes. (...)

Notre responsabilité en tant que parents – du moins je crois – est d'apprendre à nos enfants que la beauté n'est ni un ornement superflu ni un luxe réservé à quelques-uns, mais un droit philosophique et humain, une vocation de notre planète, faite avant tout de beauté, d'histoire et de culture. Cela ne signifie pas fuir vers des destinations exotiques et désertes (si tant est qu'elles existent encore) ou bien rester chez soi, mais avoir au moins le courage d'expliquer aux enfants qu'il existe une différence sacrée entre beau et laid, et que tout ce qui est confortable (et bon marché) n'est pas forcément désirable, même sous le ciel bleu avec un verre de sangria.

Les anciens Romains croyaient en une connexion étroite entre le lieu physique et les présences surnaturelles qui l'habitent – appelons cela enchantement, atmosphère, géopoétique ou «fées», pour reprendre l'expression de l'écrivain-voyageur français [Sylvain Tesson](#). Cette association entre monde extérieur et perception intérieure, appelée en latin *genius loci*, obligeait à respecter l'essence des lieux et des créatures, humaines ou divines, qui les habitaient.

Pendant encore quelques jours, je continuerai à me promener avec mon bébé entre parkings et salons de manucure, en réfléchissant à ce besoin humain de beauté, tout en priant les anciennes nymphes de revenir, ne serait-ce qu'un instant, sur les [côtes de notre Europe](#), qui furent leur demeure avant que nous les occupions sans respect ni mémoire. (Le Figaro, tribune, 3 septembre, article payant)

[Andrea Marcolongo: «L'excès de tourisme a transformé notre Europe en parc d'attractions» \(lefigaro.fr\)](#)

The cash flows south : How Italy's Mezzogiorno is benefiting from a flood of EU aid

It can't spend it fast enough (The Economist, 23 août, article payant)

Extraits:

Aldo Altomonte sensed that something was wrong. The man claiming to be a postman and asking to be let in said that he had Mr Altomonte's renewed driving licence. But Mr Altomonte had applied for it only three days before. And in Italy—let alone in Reggio Calabria, the main city of Italy's poorest region, Calabria—nothing bureaucratic ever happens in three days. It took a neighbour who knew the postman to convince the elderly Mr Altomonte that it was all true.

What the players in this little drama experienced was one of many effects of the EU's post-pandemic recovery project, known as the NGEU, on Italy's less developed south. With access to €194bn (\$216bn) from the main NGEU fund, Italy is by far the biggest beneficiary. This offers it a historic opportunity to narrow the wealth gap between the Mezzogiorno (the southern mainland, Sardinia and Sicily) and the rest of the country. In 2022, the Mezzogiorno's GDP per person was less than two-thirds the national average. (...)

An early fear was that the Mezzogiorno's mafias would grab much of the cash. That has not so far happened. "If you try to defraud the recovery plan, you're an idiot," says Mr Altomonte's son, Carlo, who teaches European economics at Bocconi University in Milan. Projects, he notes, are each subject to four separate checks, and officials in Brussels are legally liable for greenlighting dodgy proposals, a risk they do not face in vetting the EU's ordinary regional-aid projects.

Another big concern was that the south did not have the capacity at local level to design and manage projects. That doubt remains and has, if anything, grown. The previous government under Mr Draghi aimed to tackle the problem by hiring around a thousand people to provide technical assistance to local authorities. But they were given relatively modest salaries and three-year contracts. (...)

Brussels normally dishes out cash from the fund only when it is satisfied that the country in question has made the reforms and investments it wants by the deadlines it sets. Italy has done well on that score. But its biggest challenge—and not just in the Mezzogiorno—is the commission's insistence that allocations must be spent by the end of 2026. Other countries, including Poland, are also struggling.

Mr Piga's monitoring group estimated last month that, by the end of 2023, Italy had spent only €43bn of the €102bn it had been allotted. At that rate, the group found, it is unlikely to get through more than €100bn by the deadline—and risks losing the remaining €94bn. ■

[How Italy's Mezzogiorno is benefiting from a flood of EU aid \(economist.com\)](#)

Finanziell steuert die EU auf einen Eisberg zu

Viele Mitgliedsländer haben zu hohe Schulden. Die EU soll als Finanzierer in die Lücke springen – und das an Budgetprozessen vorbei. Das bringt die EU selbst in ernste Schwierigkeiten. (NZZ pro, 3 août, tribune, article payant)

[Verschuldete Mitgliedsländer bringen EU in finanzielle Probleme \(nzz.ch\)](#)

EU handouts have long been wasteful. Now they must be fixed

New research highlights their failures (The Economist, 2 août, article payant)

Extraits:

Budget talks in the European Union are a game of 27-dimensional chess. Members play simultaneously against one another, negotiating over many spending items at any one time. Countries are already preparing for the contest that starts next year, which is likely to be particularly dramatic. The world around the EU has shifted, owing to the war in Ukraine, the continent's increasingly difficult relationship with China and the growing urgency of climate change. That necessitates what Mario Draghi, a former president of the European Central Bank and prime minister of Italy, has called "radical change". Yet the bloc's biggest contributors, including

Germany and the Netherlands, will be reluctant to stump up more cash. New outgoings for climate change and defence will have to be funded by cuts elsewhere.

Where will the money come from? The EU's two biggest pots are set aside for agricultural subsidies and regional redistribution. The first received €380bn (\$410bn) over the last seven-year cycle, or a third of the EU's regular budget. The redistribution pot got €390bn. Both are seen as foundational to the European project. (...)

The desire, as Jacques Delors, a former president of the European Commission, once put it, is "a Europe built on competition that stimulates, co-operation that strengthens and solidarity that unites".

The time has come to rethink such ideas. At first glance, it may seem harsh to change policies that benefit Europe's farmers and poor. Yet appearances can be deceiving. In reality, the true beneficiaries of the EU's largesse are rather less deserving.

Start with agricultural subsidies. Economists have long understood that handouts to farmers end up with landowners. As this newspaper wrote in 1843 regarding the protectionist Corn Laws: "While they are highly injurious to the manufacturing and commercial classes, [they also do not] benefit the farmers nor the agricultural labourers...The only class that can derive benefit from them (if they can benefit any one) is the landed proprietors." This is because land is a crucial input for agricultural production and, unlike fertiliser or tractors, more of it cannot easily be produced. If agriculture becomes more profitable because of subsidies, farmers will therefore respond by bidding up land's price.

A recent paper by Edoardo Baldoni and Pavel Ciaian of the Joint Research Centre, part of the European Commission, puts some numbers on this. The authors find that more than a fifth of European agricultural subsidies end up with landowners. The figure would be higher still if European land markets were more competitive. In areas with few large farms, owners of small plots struggle to find alternative tenants, lowering rental rates. Farmers often also collude to ensure that land rates stay low: it is poor form to pay more to kick your neighbour off his land. Nevertheless, takings by landowners may rise in years to come, even if their share of handouts does not. That is because the value of land is likely to increase owing to new green handouts. In the 2000s Germany subsidised electricity from biogas. Later research found that landowners in areas with lots of cattle were able to increase the rental price of land by €60-140 a hectare. Some of today's support for solar energy may end up in landowners' pockets, too. (...)

[EU handouts have long been wasteful. Now they must be fixed \(economist.com\)](https://www.economist.com)

Économie, immigration, écologie : pourquoi les gauches française et britannique n'ont rien à voir

Élus à quelques jours d'intervalle, le Parti travailliste et le NFP ont fait triompher la gauche des deux côtés de la Manche. Mais ils n'ont à peu près rien en commun (Le Figaro, 21 juillet)

Extraits :

(...) Dans l'Hexagone, certaines personnalités de gauche ont salué cette victoire outre-Manche comme s'il s'agissait de celle d'un allié idéologique, qui préfigurait la leur. «God save the LEFT !» [s'est réjoui le premier secrétaire du PS Olivier Faure sur X](#). «C'est la gauche qui l'emporte», [s'est félicitée l'eurodéputée écologiste Marie Toussaint](#). Pourtant, le programme du Labour défend bon nombre de mesures qui ulcéreraient le Nouveau front populaire. Car en réalité, ces deux gauches n'ont pas grand-chose en commun.

Dans l'Hexagone, certaines personnalités de gauche ont salué cette victoire outre-Manche comme s'il s'agissait de celle d'un allié idéologique, qui préfigurait la leur. «God save the LEFT !» [s'est réjoui le premier secrétaire du PS Olivier Faure sur X](#). «C'est la gauche qui l'emporte», [s'est félicitée l'eurodéputée écologiste Marie Toussaint](#). Pourtant, le programme du Labour défend bon nombre de mesures qui ulcéreraient le Nouveau front populaire. Car en réalité, ces deux gauches n'ont pas grand-chose en commun.

Autre différence de taille : «Chez Keir Starmer et son entourage, il y a une logique plus morale qu'idéologique, alors que c'est l'inverse chez la gauche française», observe Marc Le Chevallier, politologue à l'University of

West London et chercheur associé à l'Institut Thomas More. Il y a chez le nouveau premier ministre britannique un aspect très pragmatique, avec «une volonté de répondre aux préoccupations de la classe populaire». Cette logique se traduit par le slogan de campagne du Labour : «Le pays d'abord, le parti ensuite».

En France, l'idéologie prend le pas sur la morale. «La grande question c'est : de quel - isme es-tu ? Communiste ? Socialiste ? Écologiste ? Maoïste ? Les personnalités politiques réfléchissent à travers ce prisme, ce qui influence la logique tribale», résume le chercheur franco-britannique. (...)

Ces divergences structurelles sont symbolisées par des programmes radicalement différents. Sur le plan économique d'abord. Si le Labour et le NFP veulent tous les deux mettre l'accent sur les services publics, notamment sur l'hôpital et l'école, le financement de leurs principales mesures n'a rien à voir. «Le programme du Labour est libéral, quand celui du NFP est marxiste», résume Sophie Loussouarn, spécialiste de l'histoire politique et économique du Royaume-Uni. Pour les élections générales, la feuille de route de Keir Starmer est axée sur [la croissance économique et le sérieux budgétaire](#). Le Parti travailliste se pose désormais en «parti de la création de richesse» et des entreprises. (...)

[Économie, immigration écologie : pourquoi les gauches française et britannique n'ont rien à voir \(lefigaro.fr\)](#)

UK ready to build 'closer, more mature' trade links with EU

New business secretary set to tell international counterparts at G7 meeting 'Britain is back on world stage' (The Guardian, 16 juillet, libre accès)

[UK ready to build 'closer, more mature' trade links with EU | International trade | The Guardian](#)

Fonds européens : des centaines de milliards d'euros insuffisamment surveillés

Le taux d'erreur dans l'attribution des 359 milliards d'euros de fonds de cohésion sur la période 2014-2020 est encore trop important. La Cour des comptes européenne passe le dispositif à la loupe (Le Point, 13 juillet, édito, article payant)

Extraits :

Il faut renforcer les contrôles sur les fonds de cohésion, telle est la principale conclusion de la Cour des comptes européenne. Le taux d'erreur demeure trop important dans l'attribution des 359 milliards d'euros (sur la période 2014-2020) consacrés au rattrapage économique des régions les moins riches d'Europe. La Cour parvient à établir un taux d'erreur moyen de 4,8 % sur cette période septennale, ce qui reste bien supérieur au taux d'erreur significatif de 2 % fixé par la réglementation. (...)

C'est la Grèce qui enregistre le taux d'erreur le plus important, soit 45 % au-dessus de la norme du taux d'erreur de 2 %, devant le Portugal et la Lituanie (36 % au-dessus de la norme), la Slovaquie (29 % au-dessus) et l'Italie (26 %). La France se situe dans le milieu du tableau avec un taux d'erreur de 22 % au-dessus de la norme des 2 %. (...)

La répartition de ces erreurs est révélatrice. Le plus gros contingent – 63 % – concerne des « dépenses inéligibles » ; les États membres n'auraient pas dû recevoir les remboursements de telles dépenses. Les fonds européens ne doivent pas couvrir les dépenses courantes des États. Ensuite, 8 % des erreurs sont liées aux règles des marchés publics. Le reste se répartit entre des projets inéligibles, les aides d'État indues et le défaut dans les pièces justificatives.

Cette distribution diffère de celle rapportée par les autorités nationales et la Commission, soulignant des divergences dans la détection et la classification des erreurs. Il est suggéré que les interprétations des textes ne sont pas exactement les mêmes entre les trois niveaux de contrôle...

[Fonds européens : des centaines de milliards d'euros insuffisamment surveillés \(lepoint.fr\)](#)